ISSN 0024-7650

L 15290 - 2470 - F: 1,20 €

Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2470
4 décembre 2015
1,20 € • DOM: 1,80 €

Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

Lutte ouvrière

Le journal d'Arlette Laguiller

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Faire entendre le camp des travailleurs

COP 21

Un grand show qui ne réglera rien

page 3

État d'urgence

Un danger pour les travailleurs

page 6

Air France

Non aux sanctions et aux lienciements!

page 15

Aux régionales : faire entendre le camp des travailleurs

Les élections régionales auront lieu dimanche prochain. Il y a, dans toutes les régions, des listes Lutte ouvrière, faire entendre le camp des travailleurs.

La parole politique est monopolisée par trois partis, le Parti socialiste, Les Républicains et le Front national et, à écouter les médias, tout l'enjeu sera de les départager. Ni les uns ni les autres ne représentent les intérêts des travailleurs.

Les Hollande, Sarkozy et Le Pen se posent en porte-parole et en représentants de toute la population et, depuis les attentats, ils multiplient les appels à l'unité nationale. Faire comme s'il n'y avait pas de riches et de pauvres, comme s'il n'y avait pas des exploités et des exploiteurs, est un mensonge.

C'est un mensonge que l'on retrouve dans la bouche de tous les patrons, quand ils répètent aux salariés que « nous sommes tous dans le même bateau ». Ce n'est vrai ni en politique extérieure ni en politique intérieure.

Les Dassault et Lagardère, les Total et Thales ont intérêt à ce que l'État préserve « l'influence française » au Moyen-Orient et en Afrique, y compris en s'acoquinant avec les pires régimes qui soient et en faisant la guerre. Mais les travailleurs n'ont aucun intérêt à cette politique impérialiste qui ne fait qu'alimenter le terrorisme et nous enfoncer dans un engrenage barbare.

Et que le PS, la droite et le FN forment une union sacrée pour intensifier la guerre en Syrie, montre qu'ils sont tous profondément dévoués aux intérêts exclusifs de la grande bourgeoisie. Il en va de même en politique intérieure.

Tous, du PS jusqu'au FN, parlent d'œuvrer pour la compétitivité et l'attractivité. Mais si, pour le patronat, la compétitivité est synonyme de rentabilité et de profits, pour les travailleurs elle est synonyme de licenciements, de salaires bloqués et d'un surcroît d'exploitation. Et quand ils parlent de l'intérêt national, de l'intérêt des entreprises ou de l'économie du pays, c'est en réalité pour mieux servir les possédants, les actionnaires et les plus riches.

Eh bien, à l'inverse, nous nous présentons dans cette élection pour mettre en avant les intérêts exclusifs des travailleurs ! La société est organisée principalement en deux classes sociales : une classe possédante, une classe exploitée. Deux classes aux intérêts opposés, contradictoires et incompatibles.

Dans cette période de crise, la bourgeoisie s'enrichit parce qu'elle appauvrit le monde du travail. Sa prospérité se fait sur l'aggravation du chômage et de la précarité. Ses super profits ont pour contrepartie l'aggravation de l'exploitation, l'augmentation du temps de travail non payé.

Pour augmenter encore sa part dans les richesses produites par les travailleurs, le grand patronat mène une offensive consciente, appuyé par le PS, la droite et le FN. Il s'agit de faire du chantage au chômage pour détruire le Code du travail et les 35 heures, casser le smic et ce qui reste du CDI. Il s'agit de multiplier les statuts, d'individualiser les droits, pour diviser les travailleurs.

Aux programmes des partis propatronaux, les travailleurs doivent opposer des revendications pour protéger leurs conditions de vie. Contre le patronat qui licencie à tour de bras, il faut l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous, que l'on soit CDI, intérimaires, CDD, sans diminuer les salaires. Contre l'augmentation des prix, des taxes et des impôts, les travailleurs doivent exiger des augmentations générales de salaire.

Il ne suffira pas de voter pour imposer ces mesures. Seules les luttes collectives et l'inversion du rapport de force entre les travailleurs et la bourgeoisie pourront le faire. Mais, faute de mobilisation collective, les travailleurs peuvent utiliser les élections pour faire entendre leurs intérêts, pour montrer à tous ceux qui ne se résignent pas, et qui tôt ou tard voudront relever la tête, qu'il y a un camp auquel ils peuvent se rallier.

Le PS, Les Républicains et le FN se disputent la place pour mieux servir la bourgeoisie, mais ils sont profondément d'accord pour défendre cet ordre social basé sur la propriété privée et l'exploitation. Car le FN est un parti bourgeois de la pire espèce, avec une démagogie encore plus réactionnaire que les autres. Et s'il est férocement anti-immigré, c'est justement parce qu'il est foncièrement anti-ouvrier.

Voter pour les uns ou pour les autres, c'est accepter d'être grugés, trahis, sans rien dire. C'est les encourager à continuer.

Le vote Lutte ouvrière affirmera, contre le patronat et tous ses serviteurs politiques, les intérêts immédiats des travailleurs et la perspective de changer cet ordre bourgeois qui nous enfonce dans la barbarie. Ce sera un vote de classe, un vote de conscience. Un vote pour affirmer que nous sommes des dizaines de milliers à vouloir en finir avec cette société d'exploitation de plus en plus inhumaine.

Au sommaire

RÉGIONALES

Les listes de Lutte ouvrière : des travailleuses et des travailleurs pour un programme de lutte 4

Construire le parti qui manque à la classe ouvrière 4

Le NPA appelle à voter Lutte ouvrière 4

Les réunions publiques 4

Gattaz en campagne pour la droite 5

Ne pas choisir entre la peste et le choléra 5

Échos de campagne 5

LEUR SOCIÉTÉ

L'état d'urgence : contre les opposants et les travailleurs 6

Drapeau tricolore et drapeau rouge 6

Deux poids, deux mesures pour les rassemblements 6

IVG : dans le viseur du FN 7

Polices municipales : démagogie sécuritaire 7

Restos du cœur : la misère progresse 7

Chômage : une nouvelle aggravation 7

Minima sociaux : nouvelles attaques 7

Hausse des péages : le rackett continue 7

DANS LE MONDE

Espagne : Catalogne, l'impasse du nationalisme 8

États-Unis : terrorisme d'extrême droite contre le droit à l'avortement 9

Suisse : la justice complice des banquiers 8

Burkina-Faso : un président pas si nouveau 9

Russie : Poutine et l'écotaxe Platon 9

Turquie : l'Europe prête à payer pour bloquer les réfugiés 16

Syrie : le gouvernement français et la dictature 16

Grande-Bretagne : union nationale contre la Syrie 16

IL Y A 90 ANS

Syrie 1925 : quand la France bombardait Damas 10

ENTREPRISES

Plateau de Saclay 12

Anovo - Beauvais 12

Intel - Montpellier 12

Crédit Mutuel Massif central 12

Collège Jean Moulins – Chartres 12

Élections professionnelles à la SNCF 13

Retraites des cheminots : les vrais chiffres 13

Smart 13

Aubagne : grève des agents municipaux 14

Hôpital d'Amilly (Loiret) 14

Clinique du Pont-de-Chaumes – Montauban 14

Aluminium Dunkerque 14

Air France : non aux sanctions et aux licenciements ! 15

Lutte ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte ouvrière* (rubrique «dans les kiosques») on peut trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte ouvrière*.

Réchauffement climatique : un grand show qui ne réglera rien

Face au réel problème que pose à l'humanité le réchauffement climatique, quel sera l'impact concret des discours et des quelques décisions qui seront prises à l'occasion de la 21e conférence internationale COP 21 qui se tient à Paris du 30 novembre au 11 décembre ?

On peut tâcher d'en juger à l'aune des vingt précédentes conférences sur le changement climatique. Ainsi la 3e conférence, COP 3, réunie à Kyoto en 1997, avait accouché d'un protocole, mais que les États-Unis n'ont jamais ratifié. Ce protocole de Kyoto avait institué un marché des droits à polluer, qui a certes permis à des entreprises, et aussi à des escrocs, de faire de belles affaires, mais pas vraiment de réduire l'émission de gaz à effet de serre. Si les émissions des pays industrialisés ont légèrement diminué depuis cette époque, c'est d'abord à cause de l'effondrement catastrophique de l'activité économique dans l'ex-bloc soviétique au cours des années 1990, et plus tard à cause de la crise financière non moins catastrophique de 2008.

En 2009, la conférence de Copenhague, COP 15, présentée comme ayant abouti au premier accord mondial pour limiter à 2°C l'augmentation des températures au cours du 21e siècle, n'a pourtant donné lieu à aucun mécanisme contraignant les pays à respecter leurs engagements. Il en sera de même lors de la conférence de Paris, les États-Unis ayant indiqué d'avance qu'ils ne se considéreraient nullement engagés par un quelconque accord. On se demande d'ailleurs qui, dans ce monde impérialiste, véritable jungle soumise à la loi du plus fort, pourrait imposer que les intérêts à court et long terme de l'humanité soient respectés.

Le protocole de Kyoto a été renouvelé en 2012 lors de la COP 18 de Doha, où les grands de ce monde ont pris aussi la décision… de prévoir un « accord global et ambitieux » en 2015, à Paris. Cette grande décision avait aussi été prise l'année précédente à la COP 17 de Durban, où il a aussi été question de la création d'un fonds d'aide climatique aux pays pauvres qui serait doté de 100 milliards de dollars par an à l'horizon 2020. Mais, la planète capitaliste étant engluée dans les conséquences de la crise de 2008, la promesse de financement fut assortie de la nuance : *« quand les circonstances financières le permettront »*. Il n'est donc pas surprenant que ce « fonds vert » n'a été doté que de 10 milliards l'an dernier.

Avant même le cycle actuel des COP, l'ONU avait organisé des « sommets de la Terre », dont le plus connu avait déjà regroupé une centaine de chefs d'État et de gouvernement à Rio en 1992, et donné lieu à de nombreux discours, aussi beaux que creux. Considéré à l'époque comme une réussite, ce sommet de Rio avait produit 2 500 recommandations, qui pour la plupart n'ont pas été suivies.

Une génération plus tard, le problème du réchauffement climatique, et plus généralement de la préservation d'un environnement vivable pour les humains, reste entier. Et il y a peu de chances, quelles que soient les conclusions de la COP 21, qu'il puisse être résolu tant que la course au profit restera le moteur des forces économiques.

Lucien Détroit

Climat ou capitalisme : il faut choisir

La COP 21 a donné l'occasion aux chefs d'État de pérorer sur l'avenir du climat. Elle fait même partie intégrante de la stratégie de communication de François Hollande, de même que sa posture guerrière suite aux attentats. Il lui est plus facile de discourir sur le temps qu'il fera en 2100 que de rendre des comptes sur le million de chômeurs supplémentaires depuis qu'il occupe l'Élysée.

Les hommes politiques de tous les continents qui se retrouvent à la COP 21 ne dirigent pas vraiment l'économie mondiale. Leurs décisions n'auront que peu d'impact sur les émissions de gaz à effet de serre, résultant des choix économiques des grandes entreprises. Or les multinationales ne déterminent pas leurs conditions de production en fonction de la lutte contre le réchauffement climatique, pas plus qu'elles ne se soucient du chômage, des bas salaires ou des conditions de travail des salariés qu'elles exploitent, mais en fonction des dividendes qu'elles pourront verser à leurs actionnaires.

C'est pourquoi la présence parmi les sponsors de la COP 21 d'entreprises comme Renault, Air France, Aéroports de Paris, Bolloré, Michelin, Sanofi ou L'Oréal prête à sourire. Elles sont là uniquement pour se faire de la publicité en tentant de repeindre en vert leur image de marque.

L'Association des banques françaises et la Fédération bancaire française se placent aussi comme mécènes de la COP 21. Leurs adhérents, comme Natixis et la Société générale, ont d'ailleurs récemment annoncé ne plus financer à l'avenir l'industrie du charbon. Mais est-ce par une soudaine prise de conscience écologiste, ou bien simplement parce que le pétrole, dont le prix est en baisse, concurrence durement le charbon ?

Quant à la présence des multinationales pétrolières Total, Shell et BP dans un nouvel indice boursier regroupant les actions des cent entreprises européennes émettant le moins de carbone, elle est grotesque. D'autant plus que Total, comme d'autres entreprises, est membre de quatre groupes de pression patronaux connus pour s'opposer systématiquement à toutes les réglementations européennes visant à limiter un tant soit peu les activités polluantes.

Tant que ces puissantes entreprises financières et industrielles ne sont pas mises sous contrôle de leurs salariés et de la population, et que leurs gros actionnaires ne sont pas expropriés, il est illusoire de croire qu'elles puissent jouer un rôle positif dans le fonctionnement de la collectivité humaine et les défis environnementaux qu'elle doit affronter.

Lucien Détroit

HUFFINGTONPOST.FR

Prix du carbone et hausses des carburants

« Le prix du carbone… devrait doubler d'ici 2017 », a déclaré Hollande à la COP 21. Mettant en œuvre la contribution climat énergie que le gouvernement PS a introduite en 2014, avec la volonté de l'augmenter chaque année, le ministre de l'Économie Sapin annonce pour le 1er janvier 2016 une hausse des taxes sur les carburants : 2 centimes sur l'essence (sauf le sans-plomb éthanol) et 3,5 centimes sur le diesel.

La défense de l'environnement est un prétexte commode quand l'État veut faire les poches de ceux qui n'ont guère le choix de leurs modes de déplacement. La hausse des taxes sur le diesel est la plus intéressante pour le fisc, et la plus pénalisante pour la population modeste. Les entreprises, quant à elles, continueront à être remboursées de la totalité des taxes sur le gazole consommé par leurs utilitaires. La mesure ne dissuadera donc aucun patron de s'équiper en véhicules diesel.

Hollande déclarait en novembre 2014 : *« J'ai décidé que l'État n'augmenterait plus les impôts qui relèvent de sa responsabilité. Je veux être très clair sur ce point : à partir de l'année prochaine, il n'y aura pas d'impôt supplémentaire sur qui que ce soit. »* Il récidivait en mars dernier : *« Il n'y aura pas d'augmentation d'impôts pour les années 2015, 2016 et 2017 »*. Il n'est pas à un mensonge près.

Vincent Gelas

Budgets asphyxiés

Pendant que les projecteurs sont tournés vers la COP 21, le gouvernement français continue de diminuer les crédits aux organismes chargés de mesurer la pollution et ses effets. Ainsi Airparif, qui mesure chaque jour le degré de pollution atmosphérique en région parisienne, a vu l'État diminuer ses subventions de 15 % cette année, suivi en cela par plusieurs départements d'Île-de-France.

De même Météo France, dont les agents contribuent à la mesure du réchauffement climatique, a perdu 89 emplois en 2014 et 85 cette année. Il est prévu d'en supprimer encore 153 d'ici 2017.

L. D.

La COP, c'est propre !

La navette qui dessert le site de la COP 21 au Bourget part du fort d'Aubervilliers. C'est sans doute pour cela que la station de métro du même nom, ses quais, ses couloirs ont été briqués de fond en comble, les murs lavés, les plafonds repeints, les sols balayés.

C'est très nouveau pour les usagers de cette station d'un quartier populaire de la Seine-Saint-Denis. Ils n'en reviennent toujours pas de ce soudain intérêt de la RATP, qu'ils souhaitent bien entendu… durable !

N.S

Les listes de Lutte ouvrière : des travailleuses et des travailleurs pour un programme de lutte

Lutte ouvrière présente des listes dans toutes les régions métropolitaines sauf la Corse, et également une liste à La Réunion. Nos listes régionales sont conduites par sept femmes et six hommes, tous salariés : on compte parmi eux trois ouvriers de l'automobile, quatre techniciennes ou techniciens, quatre enseignantes, une infirmière et une conductrice de trains.

Les têtes de liste départementales sont également des travailleuses et des travailleurs de l'industrie privée ou du secteur public, ouvriers, employés, techniciens, postiers, personnel des hôpitaux ou des transports, enseignants. Et il en est de même de l'ensemble des 1907 candidats.

Loin des politiciens professionnels, les candidats de Lutte ouvrière connaissent la vie quotidienne des travailleurs ou des retraités. Pour eux, les problèmes d'emploi, de salaire, de conditions de travail ne sont pas de simples données statistiques. Ils savent par expérience, comme travailleurs et comme usagers, ce qu'il en est de la destruction des services publics, de la santé et de l'éducation. Ils connaissent tout cela d'autant mieux qu'ils s'efforcent, avec leurs camarades de travail, de résister aux pressions du patronat et du gouvernement, qui n'ont à la bouche que les mots compétitivité, flexibilité, rentabilité.

LO

Réunion publique à Reims, le 1er décembre.

Les listes de Lutte ouvrière feront entendre le point de vue des exploités, de ceux qui refusent de subir sans réagir les sacrifices exigés par les patrons et le gouvernement. Les élections ne changent pas la vie, mais elles permettent d'affirmer les exigences vitales du monde du travail. Voter pour les listes de Lutte ouvrière, c'est choisir de faire entendre le camp des travailleurs et aussi affirmer qu'il faudra lutter pour les imposer.

Les listes complètes sont disponibles sur http://www.lutte-ouvriere.org/regionales-2015, ainsi que des enregistrements des émissions de télévision et de radio de nos candidats.

Aux Antilles, nos camarades de Combat ouvrier présentent une liste en Guadeloupe conduite par Jean-Marie Nomertin (employé) et une autre en Martinique conduite par Ghislaine Joachim-Arnaud, technicienne de laboratoire, aux élections pour la collectivité territoriale.

Construire le parti qui manque à la classe ouvrière

Toutes celles et tous ceux qui se préparent à voter pour les listes « Lutte ouvrière – Faire entendre le camp des travailleurs » le savent : celles-ci feront de petits scores. Les journalistes, lorsqu'ils parlent des listes Lutte ouvrière, ce qui est rare, s'empressent de comparer nos possibles faibles scores à ceux des autres partis, pour en conclure que ce vote ne sert à rien.

Le courant communiste que nous représentons est certes minoritaire, et parfois même à contre-courant. Dans cette période où les travailleurs ne se sentent pas la force de rendre les coups, ce sont les idées les plus réactionnaires qui ont le vent en poupe. Mais le problème est de préparer l'avenir, un avenir qui n'est pas forcément lointain. Voilà pourquoi il faut maintenir dans ce contexte une autre perspective pour la classe ouvrière.

Le vote pour les listes Lutte ouvrière est *« un drapeau que nous levons pour que les travailleurs retrouvent le chemin de la conscience et de l'émancipation »*, a affirmé notre porte-parole Nathalie Arthaud dans les meetings qu'elle a tenus. *« De par sa nature, de par les lois de l'exploitation, le capitalisme est incapable d'offrir une issue à la classe ouvrière, ce qui nous fait dire qu'il y aura des réactions dans la classe ouvrière. Notre problème n'est pas de faire des paris sur quand et comment ces réactions vont se faire. Le problème c'est que ces luttes ne soient pas dévoyées comme cela s'est produit maintes fois dans le passé. Pour cela, il faut aider les travailleurs à s'orienter, dans tous les problèmes de la société, de leur point de vue de classe. Il faut les munir d'un programme à même d'inverser le rapport de force, jusqu'à ce que naisse pour les travailleurs la nécessité de prendre le pouvoir par eux-mêmes et de renverser la bourgeoisie. ».*

Et c'est bien cela qui est le plus important.

1 % ou 2 % de l'électorat, cela représente des dizaines de milliers de travailleuses et de travailleurs conscients, des gens en chair et en os qui peuvent défendre dans leurs quartiers, là où ils travaillent, dans leur famille, l'idée qu'il ne faut pas se résigner, que la classe ouvrière a les moyens de changer le rapport de force, si elle se mobilise pour défendre ses intérêts de classe, qu'il existe un autre avenir que le capitalisme.

Les femmes et les hommes prêts à voter pour nos listes affirmeront la nécessité de construire ce parti qui manque à la classe ouvrière. Un parti qui permettra aux travailleurs, lorsqu'ils retrouveront le chemin des luttes et contesteront la société, d'aller aussi loin qu'ils le décideront, jusqu'à arracher le pouvoir des capitalistes sur la société.

En faisant ce vote de conscience, c'est cet avenir que nous préparons.

Aline Rétesse

Le NPA appelle à voter pour les listes de Lutte ouvrière

Dans le compte-rendu de leur dernier conseil national, évoquant les résolutions votées à cette occasion, le NPA explique son choix d'appeler à voter pour les listes Lutte ouvrière :

« Une motion concernant ces élections a elle aussi été adoptée à une large majorité. D'une certaine façon, elle est la mise en œuvre sur le terrain électoral, alors que nous n'avons pu présenter de listes, du contenu de la résolution politique : "Les seules listes qui, au niveau national, se situent sur ce terrain sont les listes présentées par Lutte ouvrière. Aussi, quels que soient les désaccords que nous avons avec ces camarades, le NPA appelle à voter pour ces listes, clairement dans le camp du monde du travail et en totale indépendance vis à vis des partis au pouvoir nationalement ou localement."*» Les camarades de la plateforme 1* [ndlr de LO : plateforme à laquelle appartient notamment le porte-parole du NPA Olivier Besancenot] *ont défendu une formulation plus ouverte. »*

Nous nous réjouissons qu'une majorité du NPA se retrouve dans la démarche de soutenir des listes «clairement dans le camp du monde du travail».

Les réunions publiques

Alsace, Champagne-Ardennes, Lorraine

Mulhouse
Jeudi 3 décembre
à 20 h – Maison de la culture populaire – 29, rue du Chanoine-Henri-Cetty.
Avec Julien Wostyn et Nathalie Mulot (Haut-Rhin)

Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes

Bayonne
Jeudi 3 décembre
à 19 h – au Trinquet moderne – 60, avenue Dubrocq.
Avec Guillaume Perchet et Mohamed El Marbati (Pyrénées-Atlantiques)

Bourgogne, Franche-Comté

Belfort
Jeudi 3 décembre
à 18 h – Maison du peuple.
Avec Claire Rocher et Christiane Petitot (Territoire de Belfort)

Bretagne

Rennes
Jeudi 3 décembre
à 20 h 30 – Carrefour 18 – 7, rue d'Espagne (métro Fréville).
Avec Valérie Hamon

Centre, Val-de-Loire

Bourges
Jeudi 3 décembre
à 20 h – Espace Michel de Bourges, près de la poste de la rue Moyenne.
Avec Farida Megdoud et Éric Bellet (Cher)

Nord, Pas-de-Calais, Picardie

Lille
Jeudi 3 décembre
à 19 h – Salle du gymnase – place Sébastopol.
Avec Éric Pecqueur et la participation de Nathalie Arthaud

Saint-Quentin
Vendredi 4 décembre
à 18 h – Salle Europe – rue Henri-Barbusse.
Avec Anne Zanditénas

Beauvais
Vendredi 4 décembre
à 19 h – Espace Argentine – 15, rue du Morvan.
Avec Éric Pecqueur et Roland Szpirko

Normandie

Rouen
Jeudi 3 décembre
à 19 h – Salle de la Halle aux toiles, place de la Basse-Vieille-Tour.
Avec Pascal Le Manach et Valérie Foissey

Île-de-France

Maisons-Alfort
Jeudi 3 décembre
à 19 h – École élémentaire Paul-Bert – 37, avenue du Général Leclerc

Corbeil
Jeudi 3 décembre
à 20 h – Espace Carnot – 75, avenue Carnot.
Avec Jean Camonin (Essonne)

Gattaz : en campagne pour la droite

À quelques jours du premier tour des élections régionales, la droite et l'extrême droite s'arrachent le vote des patrons. Dans une interview à la presse, Pierre Gattaz, président du Medef, a donné un petit coup de pouce à ses candidats de droite préférés, en déclarant que le programme économique du FN n'était pas « responsable », qu'il était digne du « programme commun de la gauche de 1981 ».

Le Front national a parlé en effet du retour de la retraite à 60 ans ou d'augmentations de salaires. Il a ainsi fait comme tous les partis politiques qui veulent les voix des couches populaires : des promesses qui n'engagent que ceux qui y croient. Profitant du discrédit de la gauche et du désarroi d'un grand nombre de travailleurs, le FN a réussi à attirer un électorat ouvrier. Il n'empêche, la colonne vertébrale de son électorat est constituée de petits patrons réactionnaires qui n'apprécient guère la démagogie envers l'électorat populaire. Ils ne la tolèrent que parce qu'ils savent justement qu'il ne s'agit que de démagogie.

C'est pour tenter de toucher ceux-là que les politiciens de droite, et cette semaine à leur rescousse Pierre Gattaz, dénoncent la politique économique du FN, l'accusant même d'être « d'extrême gauche », un comble ! Visant l'électorat de ces petits patrons réactionnaires, ils savent appuyer là où ça leur fait mal. Cela a d'ailleurs poussé le FN à ne plus parler ni de retour de l'âge de la retraite à 60 ans, ni d'augmentation des salaires et à tenir de plus en plus un discours ouvertement propatronal. En Auvergne, la tête de liste FN, Christophe Boudot, tout fier d'avoir déjeuné avec le président du groupe Michelin, a immédiatement déclaré en sortant de son rendez-vous : *« Le FN est l'ami de l'entreprise »*. En PACA, Thibault de La Tocnaye, élu du FN dans le Vaucluse et lui-même chef d'entreprise, a vanté l'importante proportion de chefs d'entreprises sur sa liste : *« une quarantaine, sur près de 130 candidats »* a-t-il déclaré.

Que Gattaz préfère Sarkozy, Fillon ou Juppé à Le Pen, cela importe peu. En réalité, il saura très bien se satisfaire et des uns et des autres qui lui offriront leurs services une fois élus. Le FN, lui, est comme la droite et le Parti socialiste : quelle que soit la démagogie utilisée, il se mettra au service du grand patronat.

Dans l'arc-en-ciel des partis dont dispose la bourgeoisie, le FN occupe la place la plus à droite. Cela en fait un ennemi des travailleurs, et parmi les pires.

Pierre Royan

Valls : vers l'union nationale avec Le Pen ?

En marge de la rencontre Hollande-Merkel sur la question des migrants, Valls a réclamé que l'Europe cesse d'accueillir des réfugiés en raison de la menace djihadiste. L'amalgame ignoble entre terroristes et migrants dont le FN a eu la primeur devient maintenant la rengaine y compris de dirigeants socialistes.

Après avoir repris le programme économique de la droite et le discours sécuritaire de l'extrême droite, Valls et Hollande surfent sur les relents xénophobes.

Et ce sont ces mêmes dirigeants socialistes qui demandent aux travailleurs de voter pour eux pour « faire barrage au Front national » !

G.B.

Ne pas choisir entre la peste et le choléra

Le premier tour des élections régionales donnera la possibilité de s'exprimer, de « faire entendre le camp des travailleurs ». Ce premier tour passé, les manœuvres et les pressions sur l'électorat populaire pour l'obliger à rallier un des grands partis en situation de diriger les régions redoubleront.

Il faudra, nous dira-t-on, « tout faire » pour empêcher le FN d'arriver à la tête d'une région. Mais partout où le problème se posera concrètement, dans le Nord-Pas-de-Calais-Picardie, en PACA ou peut-être en Alsace-Champagne-Ardennes-Lorraine, c'est la droite qui se trouvera face à lui. Ainsi, sous prétexte de faire barrage au FN, il faudrait se jeter dans les bras de politiciens aussi réactionnaires que Xavier Bertrand ou Christian Estrosi.

Entre ces politiciens et les têtes de liste FN, il n'y a pas l'épaisseur d'une feuille de papier à cigarette. Les uns comme les autres sont profondément antiouvriers et anti-immigrés. Qui pourraient même garantir que les politiciens de droite qui se présentent aujourd'hui comme concurrents du FN ne pourraient pas demain changer d'écurie et se retrouver Front national ? Oser les présenter comme des remparts face à l'extrême droite est une duperie. Dans ces régions, quel que soit le vainqueur, celui-ci mènera une politique férocement antiouvrière.

Et ailleurs, les travailleurs n'auront aucun intérêt à cautionner la politique du PS sous prétexte que la droite peut l'emporter.

Nulle part, les travailleurs n'ont à se ranger derrière l'un ou l'autre de leurs adversaires. Au contraire, ils ont à se préparer à les combattre et au premier tour de l'élection à affirmer leurs valeurs et leurs exigences en votant pour leur camp.

P.R.

Échos de campagne

Débat du Medef : fier de ne pas avoir été invité

Communiqué de Pascal Le Manach, tête de liste de la région Normandie

« Débattre de l'économie et du monde de l'entreprise avec les candidats aux élections régionales en Normandie c'est ce que proposait le Medef mardi 26 novembre au Havre. Seuls, deux candidats (le LR-UDI Hervé Morin et le PS Nicolas Mayer-Rossignol) avaient été invités à ce débat, ce qui a déclenché l'indignation et la colère d'autres candidats, en particulier du Front national qui a pris cela comme une insulte.

Si le Medef n'a pas invité de candidat de Lutte ouvrière, on ne peut que lui donner raison : nous nous adressons aux travailleurs pour dire que leurs intérêts sont contradictoires à ceux du grand patronat représenté par le Medef. Il existe bien deux camps opposés dans la société : le camp des grands patrons, des riches, des bourgeois, des financiers et le camp des travailleurs. Le Medef est choyé par les partis de gauche et de droite. Le Front national aspire à en faire autant, c'est pour cela qu'il se plaint de ne pas être invité dans ce cercle. »

Goodyear à Amiens : la haine antiouvrière des gouvernants

Communiqué des candidats de Lutte ouvrière de Picardie : Anne Zanditénas (Aisne), Bruno Paleni (Somme) et Roland Szpirko (Oise), le 27 novembre 2015.

« Au nom de toute notre liste et de nos camarades de Lutte ouvrière, nous voudrions affirmer notre indignation face à l'attitude du représentant de la ministre de la Justice du gouvernement Hollande, le procureur de la République d'Amiens, qui vient de réclamer deux ans de prison contre les salariés accusés de s'en être pris à quelques cadres qui voulaient faire accepter aux 1 200 salariés de Goodyear d'être jetés à la rue.

Oui, c'est indigne et révélateur de la haine de classe de ce gouvernement, qui n'a rien à envier sur ce terrain, comme sur bien d'autres, à la droite ou à l'extrême droite.

Nous sommes entièrement solidaires des travailleurs de Goodyear et de leurs représentants. »

Meeting de Tours

Transports Île-de-France : paroles, paroles !

Les candidats aux élections régionales rivalisent de belles paroles en matière d'amélioration des transports. Pécresse, pour Les Républicains, promet une révolution et Bartolone, pour le PS, une accélération. Les deux rivaux disent vouloir des trains neufs, rénovés, ponctuels, fonctionnant à toutes heures, de nouvelles lignes de bus et de métro entre les banlieues et une amélioration du réseau routier, le tout sans trop augmenter les dépenses et en n'embauchant personne.

Pour les usagers et les travailleurs qui se rendent à leur travail, la réalité serait plutôt les trains bondés ou supprimés, les retards et les embouteillages, le stress et la fatigue quotidienne.

Qu'ils soient déjà à la tête de l'exécutif régional ou qu'ils aspirent à y arriver, avec les politiciens de la bourgeoisie, c'est toujours « demain on rase gratis ».

L'état d'urgence : contre les travailleurs et les opposants

Instauré à la suite des attentats au nom de la lutte contre le terrorisme, l'état d'urgence a surtout été utilisé pour empêcher l'expression d'opposants à la politique du gouvernement. Le secrétaire de la CGT, Martinez, s'est d'ailleurs inquiété qu'il puisse représenter *« un danger pour le mouvement social »*.

Le 28 novembre, le ministre de l'Intérieur Cazeneuve se vantait de quelque 2 000 perquisitions effectuées en deux semaines. Les médias font état de la brutalité et de l'improvisation avec lesquelles ont été menées les interventions : enfoncements de portes à coups de bélier, faux plafonds éventrés et meubles renversés, personnes plaquées au sol et menottées, ou blessées, et 212 mises en garde à vue. De l'aveu même des policiers, la majorité de ces arrestations sont sans lien direct avec des activités terroristes et concernent des affaires de banditisme. Et il faut ajouter à ce bilan les sans-papiers interpellés au passage et reconduits à la frontière.

L'état d'urgence a donné aussi la possibilité d'interdire des manifestations qui ne constituaient en aucune façon une menace terroriste, comme celle du 22 novembre en solidarité avec les migrants. C'est d'autant plus choquant que beaucoup de ceux-ci cherchent à gagner l'Europe pour fuir les exactions de Daech en Syrie.

Ce sont des militants anti-COP 21 qui ont ensuite fait les frais des nouvelles dispositions. En Dordogne, des maraîchers bio ont subi une perquisition pour avoir participé à une action contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes… il y a trois ans. Avant même l'ouverture de la COP 21, vingt-quatre personnes ont été assignées à résidence. Et c'est une manifestation pacifique pour l'écologie qui a été agressée dimanche par la police, sous prétexte de la présence d'une petite minorité de casseurs parmi plusieurs milliers de manifestants. Sur les 341 personnes interpellées, seules neuf d'entre elles ont vu leur garde à vue prolongée le lendemain, sans que l'on sache encore ce qui leur était reproché et encore moins la véracité de ces reproches.

Cazeneuve, Valls ont d'ores et déjà évoqué l'éventualité d'une prolongation de l'état d'urgence au-delà de trois mois et, à droite, certains surenchérissent, comme Guaino qui réclame un an et demi. Récemment, patronat et gouvernement ont traité comme des voyous des salariés d'Air France qui protestaient contre les licenciements. Avec l'état d'urgence, le gouvernement confirme et renforce les moyens de répression contre les travailleurs.

Pierre Merlet

PARISCARAIBE

Deux poids, deux mesures

Des manifestations annulées, d'autre maintenues. Les arrêtés préfectoraux régulent désormais les activités du week-end, et provoquent l'incompréhension…

À Belfort, la grande marche pour le climat devait avoir lieu dimanche sur le site du Malsaucy, près de la ville. Ce site, d'habitude réservé aux Eurockéennes, était préparé depuis des semaines par des bénévoles et la marche devait dénoncer les conséquences du réchauffement climatique sur l'environnement. Pas de marche pour le climat à Belfort donc, mais un marché de Noël maintenu à Montbéliard, où se trouvent des centaines de commerçants et des dizaines de milliers d'acheteurs potentiels. La sécurisation d'un rassemblement pendant 2 h 30 serait-elle plus délicate à assurer que celle des marchés de Noël qui attirent des milliers de personnes et durent un mois ?

Même scénario dans la Somme. La préfecture a autorisé le rassemblement organisé par la mairie d'Amiens contre les attentats, ainsi que la tenue du marché de Noël regroupant 130 chalets sur deux kilomètres et attirant des milliers de clients pendant un mois. Mais elle a invoqué l'état d'urgence pour faire taire les écologistes et les syndicats qui voulaient manifester dimanche 29 novembre pendant une heure à l'occasion de la COP 21.

À Annecy, l'État serait-il en guerre… contre les retraités ? La manifestation prévue le mardi 24 novembre pour la revalorisation de leurs pensions a été interdite par la préfecture. Mais ni les marchés de Noël ni la grande foire annuelle de la Saint-André, qui drainent au même moment des milliers de badauds, n'ont été interdits. Les affaires sont les affaires et les commerçants ont été entendus.

Comme on peut le voir, l'état d'urgence est à géométrie variable.

Correspondant LO

Notre drapeau est rouge !

Cherchant à tirer un maximum de profit de l'émotion suscitée par les attentats, Hollande voulait que des drapeaux bleu-blanc-rouge soient mis aux fenêtres vendredi 27 novembre, jour de l'hommage rendu aux victimes. Son opération, qui soit dit en passant ravissait le Front national, a fait long feu. Vraiment très peu de gens ont suivi les consignes du gouvernement. Et c'est tant mieux.

Le drapeau bleu-blanc-rouge est le symbole de la bourgeoisie française. Depuis la Révolution française, à l'exception de la période de la Restauration, de 1815 à 1830, tous les régimes politiques qui se sont succédé en France ont utilisé ce drapeau.

Le mouvement ouvrier, dès qu'il a eu une certaine conscience du combat qui l'opposait à la bourgeoisie, a tenu à avoir son propre drapeau à opposer à celui de la bourgeoisie. En France et partout ailleurs dans le monde, le drapeau rouge est devenu cet étendard, justement parce que la classe ouvrière est une classe internationale.

La première fois que la classe ouvrière postula à la direction de la société, au moment de la révolution de 1848 à Paris, un de ses représentants les plus dévoués, Auguste Blanqui, défendit le drapeau rouge symbole de la « république sociale », de la république ouvrière, contre le drapeau de la république bourgeoise. Alors que le gouvernement républicain bourgeois, vantant le drapeau bleu-blanc-rouge, tentait d'endormir la classe ouvrière avant de la réprimer, Blanqui déclarait : *« Le peuple a arboré les couleurs rouges sur les barricades de 48, comme il les avait arborées sur celles de juin 1832, d'avril 1834, de mai 1839. Elles ont reçu la double consécration de la défaite et de la victoire. Ce sont désormais les siennes. (…) On dit que c'est un drapeau de sang. Il n'est rouge que du sang des martyrs. »* Quelques mois après ce discours, la république bourgeoise faisait massacrer des milliers d'ouvriers parisiens en juin 1848.

Les partis du mouvement ouvrier international, tant qu'ils représentaient les intérêts des exploités contre les exploiteurs, ont toujours opposé le drapeau rouge aux drapeaux nationaux. Quand ils ont renoncé à le faire, en août 1914 pour le Parti socialiste et en 1935 pour le Parti communiste, cela a été pour rallier le camp de la bourgeoisie et se mettre à son service.

Aujourd'hui, certains brandissent le drapeau de la bourgeoisie au nom d'idées patriotiques, nationalistes, racistes ou xénophobes. Mais beaucoup le font par ignorance de leurs intérêts d'exploités. En sont responsables les partis qui se revendiquaient de la classe ouvrière et qui, en trahissant ses intérêts, ont introduit la confusion dans les rangs des militants ouvriers, au point de leur faire oublier ses symboles.

Pierre Royan

Lyon : un monstre sort du bénitier

Un chapelain de la basilique de Fourvière à Lyon a osé écrire dans une revue catholique que l'avortement était pire que les attentats de Paris. Dans son délire haineux, il a ajouté que les victimes du Bataclan étaient responsables de leur sort car, en écoutant du hard rock, elles se seraient livrées au diable.

Gêné par ces propos, le cardinal Barbarin, patron de l'église lyonnaise, s'est dit consterné. Mais il récolte ce qu'il a semé, tant ses propres prises de position, contre le mariage pour tous ou contre l'avortement, sont réactionnaires et encouragent ce genre de discours.

Correspondant LO

Chômage : un fléau qui s'aggrave

À quelques jours du premier tour des élections régionales, la Dares, l'organisme de statistiques du ministère du Travail, a annoncé une augmentation de 1,2 % du nombre de demandeurs d'emploi en octobre.

En un mois, 42 000 personnes supplémentaires, à l'échelle du pays, se sont inscrites à Pôle emploi, soit plus de 1 300 par jour. C'est la troisième plus forte hausse depuis le début du quinquennat de Hollande et, au total, 700 000 demandeurs d'emploi supplémentaires ont été recensés dans cette même période. Sur les plus de 5,4 millions d'inscrits à Pôle emploi, 45 % le sont depuis un an ou plus.

Après la prétendue stabilisation du chômage que le gouvernement avait annoncé le mois précédent, les statistiques officielles ne peuvent masquer la réalité, malgré les radiations et les manipulations des chiffres : le chômage explose. Comment pourrait-il en être autrement, alors que le patronat supprime à tour de bras des postes et généralise la précarité, et que le gouvernement ne cesse de multiplier les mesures qui vont dans le sens de renforcer les pouvoirs des patrons licencieurs ?

David Marcil

IVG : dans le viseur du FN

Marion Maréchal-Le Pen a annoncé qu'elle supprimerait la subvention du conseil régional aux centres de planning familial, si elle accédait à la présidence de la région PACA.

Une annonce faite sous les applaudissements des catholiques intégristes réunis en meeting à Marseille par le mouvement contre le mariage des homosexuels. Marine Le Pen a par la suite déclaré prudemment que cette proposition ne figurait pas dans le programme du FN, sans vraiment dire qu'elle était contre cette prise de position de sa nièce. Cela est tout à fait révélateur des idées que ce mouvement charrie.

Si Marine Le Pen se fait aujourd'hui discrète sur cette question, il n'en a pas toujours été de même. En 2012, elle s'en prenait à une supposée prolifération d'avortements « de confort » et « de récidive ». Deux ans plus tard, son père se félicitait d'une tentative de remise en cause du droit à l'avortement en Espagne, appelant les femmes à assumer leurs « fonctions de reproduction ». Marion Maréchal-Le Pen, à la pointe du combat pour les idées réactionnaires, ne dépare donc pas dans le tableau familial.

Jean Sanday

Restos du cœur : la misère progresse

La 31e campagne hivernale des Restos du cœur s'est ouverte lundi 30 novembre. Jusqu'au mois de mars, ses dizaines de milliers de bénévoles distribueront au moins 128 millions de repas à plus d'un million de personnes. Un chiffre quinze fois plus élevé qu'il y a trente ans, lors du lancement des Restos par Coluche. Ils assument un rôle de plus en plus important, à mesure que la misère s'accroît et que la part consacrée par l'État et les différentes collectivités locales aux budgets sociaux diminue.

Ce ne sont plus seulement des chômeurs qui sollicitent les Restos, mais des travailleurs précaires, des femmes élevant seules des enfants et dont le travail à temps partiel ne peut nourrir la famille, des retraités dont la pension ne suffit pas à faire face à toutes les dépenses indispensables.

Dans ces conditions, même si les bénévoles sont passés de 5 000 il y a trente ans à 70 000 aujourd'hui, l'association manque de moyens humains et financiers pour faire face à cette terrible progression de la misère… à comparer à celle, tout aussi impressionnante, des profits des grandes entreprises et de leurs actionnaires.

Nadia Cantale

Polices municipales en armes : démagogie sécuritaire

Devant le rassemblement des maires de France le 18 novembre, Hollande a déclaré que le gouvernement allait apporter *« aux maires qui le souhaitent des armes qui seront prélevées sur les stocks de la police nationale »*, soit 4 000 armes de poing, ainsi qu'une aide au financement pour l'achat de gilets pare-balles.

Des élus qui jusque-là s'opposaient à l'armement de leur police municipale ont fait volte-face, comme le maire socialiste de Lyon. À Paris, Nathalie Kosciusko-Morizet, de droite, elle, réclame que 75 millions soient consacrés à l'armement de la police municipale et au développement de la vidéosurveillance. Le maire de droite de Cannes, David Lisnard, réclame que les policiers municipaux puissent porter leur arme en dehors du service, puisque les agents de la police nationale viennent d'être autorisés à le faire par Hollande.

Armer les policiers municipaux n'intimidera certainement pas d'éventuels terroristes. Cela permet seulement à quelques politiciens de participer à la surenchère sécuritaire orchestrée par Hollande et Valls.

P.M.

Minima sociaux : nouvelles attaques

Dans un de ses rapports, la Cour des comptes préconise que les neuf minima sociaux soient regroupés en trois : le revenu de solidarité active (RSA), l'allocation adulte handicapé (AAH) et l'allocation de solidarité pour les personnes âgées (ASPA).

La Cour des comptes estime que les minima sociaux coûtent trop cher : 24,8 milliards d'euros, en hausse de 30 % depuis 2008. Elle trouve également trop longue la durée des allocations : 88 % des bénéficiaires du RSA le touchent depuis plus d'un an.

Dans le langage méprisant des hautes sphères de la fonction publique, le rapport présente les allocations comme des « cul-de-sac sociaux ». Les préconisations de la Cour sont donc une panoplie d'attaques contre les travailleurs ayant tout perdu : alignement du RSA sur l'allocation pour les chômeurs en fin de droits, suppression de postes dans les services qui gèrent l'attribution des allocations. Et, pour commencer, elle propose de figer pendant un trimestre tous les droits.

Faute de s'en prendre aux responsables de la montée de la misère, au patronat qui supprime partout des emplois, au gouvernement qui lui facilite la tâche, les prétendus « sages » offrent des solutions qui vont toutes dans le même sens : réduire le peu dont bénéficient les plus pauvres. Il faut bien financer les aides au patronat.

D.M.

Hausse des péages : le racket continue

D'après le journal *Les Échos*, les péages des autoroutes devraient subir, à partir du 1er février 2016, une augmentation moyenne des tarifs supérieure à 1 %.

Logiquement, d'après les promesses gouvernementales, cette hausse n'aurait pas dû exister en 2016. Même Ségolène Royal, la ministre de tutelle, a déclaré sur RTL : *« Je ne suis pas au courant de cette annonce, je vais regarder immédiatement de quoi il s'agit* (…). *Il ne faudrait pas que les sociétés d'autoroute profitent de la COP 21 pour faire des annonces intempestives. L'engagement qui avait été pris était de ne pas dépasser l'inflation, compte tenu du pactole qu'avaient amassé les sociétés dans les années passées. »*

Après les révélations de l'automne 2014 sur les surprofits des sociétés concessionnaires des autoroutes, le gouvernement s'était en effet engagé à freiner leurs appétits. Depuis avril dernier, les contrats spécifient que les augmentations admises ne doivent pas dépasser 70 % de l'inflation de l'année précédente. Pour l'année 2015, cette augmentation aurait dû être quasiment nulle.

Mais, le gouvernement étant très fort pour jouer double jeu, le décret a été signé en août dernier, permettant une augmentation des tarifs pour la période 2016-2018. Officiellement, il s'agirait de compenser une hausse des redevances, que l'État avait imposée aux autoroutes. Résultat de ce décret : le réseau Cofiroute (groupe Vinci) va pouvoir augmenter ses tarifs de 0,82 % en 2016, APRR de 1,23 %, et même ASF de 1,63 %.

Le gouvernement, et Ségolène Royal en particulier, avaient fait beaucoup de gesticulations. En fait, ils ont toujours été complices des concessionnaires autoroutiers dans leur volonté de faire les poches des usagers.

Bertrand Gordes

LO

Espagne : en Catalogne, radical ou non, le nationalisme est une impasse.

Il y a deux mois, les élections au Parlement régional de Catalogne ont donné la majorité des sièges aux représentants des partis indépendantistes qui, en voix, ont frisé la majorité absolue. Mais le problème du futur statut de cette autonomie (un terme qui en Espagne désigne les grandes régions) et de ses relations avec le reste de l'État espagnol est loin d'être réglé.

POLITIQUE.CA

À Barcelone, manifestation pour l'indépendance.

En effet, pour que le nouveau Parlement régional fonctionne, il faut qu'il choisisse en son sein un président, élu à la majorité absolue. Or, à ce jour, Artur Mas, le président sortant, un politicien de droite, réactionnaire, lié aux milieux d'affaires et impliqué dans des circuits de corruption, peut compter sur les élus de la coalition des partis indépendantistes traditionnels Junts pel Si (Ensemble pour le oui –le oui à l'indépendance). Mais leurs 62 voix ne suffiront pas. Il lui faut, pour obtenir la majorité absolue, les voix de plusieurs autres parlementaires.

Cet appui, Artur Mas ne peut espérer le gagner que du côté de l'autre courant indépendantiste, la CUP (la Candidature d'unité populaire) qui se situe à l'extrême gauche et a obtenu un succès sur le plan électoral, puisqu'avec 336 375 voix il a obtenu 10 sièges. Or, si les dirigeants de ce courant qui se définit comme anticapitaliste et indépendantiste se sont dits prêts à voter pour un représentant de Junts pel Si, ils refusent jusqu'à présent de voter pour Artur Mas, qu'ils jugent trop compromis, même si leur refus entraîne une annulation des élections du 27 septembre.

Jusqu'à présent donc, malgré des hésitations, les dirigeants de la CUP ne veulent pas reculer face au chantage d'Artur Mas et de politiciens indépendantistes de Junts pel Si. La CUP a remporté son succès en faisant campagne sur la dénonciation des injustices, du chômage, des restrictions budgétaires, et en imputant la responsabilité de cette situation à la mainmise du pouvoir de l'État espagnol sur la Catalogne. Ses dirigeants ont aussi dénoncé la responsabilité d'Artur Mas qui, en tant que président de la région, a laissé faire. Le soutenir maintenant serait un pas qu'ils ont jusqu'à maintenant choisi de ne pas franchir, craignant qu'un tel soutien déçoive nombre d'électeurs et de militants de la CUP. Mais, devant le risque de voir les élections annulées parce que le Parlement ne trouve pas de président, ils en sont à chercher un compromis du côté de Mas et de ses alliés. Que décideront-ils ? L'avenir le dira.

Mais le problème que pose la politique de la CUP dépasse le terrain institutionnel, car il montre que ceux qui, en Catalogne, entraînent les classes populaires sur la voie du nationalisme en sont réduits à composer politiquement avec les représentants des possédants catalans. Ces possédants, ces capitalistes, veulent mettre la main sur toujours plus de capitaux, et les faire fructifier en exploitant les travailleurs qu'ils voudraient isoler les uns des autres en multipliant les frontières. Et, avec toute cette richesse, ils espèrent pouvoir spéculer plus librement sur les marchés mondiaux.

C'est cet avenir que les nationalistes catalans, fussent-ils radicaux (avec ou sans étiquette d'extrême gauche), préparent. Au contraire de cela, la classe ouvrière ne doit pas se laisser arrêter par les frontières des régions ni des pays. Dans cette période de crise, de Barcelone à Madrid, à Paris, les travailleurs ont intérêt à se donner les moyens de lutter ensemble contre ceux qui utilisent les frontières pour les exploiter plus librement.

Henriette Mauthey

États-Unis : terrorisme d'extrême droite contre le droit à l'avortement

Vendredi 27 novembre, trois personnes ont été tuées et neuf autres blessées dans un centre de planning familial à Colorado Springs par un homme armé d'un fusil.

À l'issue de la prise d'otages, l'homme a été arrêté et, bien que la presse l'ait qualifié de « désaxé vivant seul », il est évident que son acte est inspiré par la nouvelle offensive des extrémistes chrétiens, laquelle provoque une forte recrudescence de la violence contre les cliniques pratiquant l'avortement.

Le lieu attaqué est géré par Planned Parenthood, une association à but non lucratif, financée par des subventions publiques, qui fournit dans ses 700 centres des soins gynécologiques, examens, contraception et aussi IVG, à près de trois millions de femmes chaque année aux États-Unis. L'association est devenue depuis juillet dernier la cible des milieux chrétiens d'extrême droite, après que des activistes anti-IVG ont publié une vidéo sur YouTube, tournée en caméra cachée, mais tronquée et arrangée, censée prouver que Planned Parenthood se livrerait cyniquement à la vente d'organes prélevés sur des fœtus.

Dans le cadre des primaires républicaines et de la course à qui sera le plus réactionnaire, et donc le plus anti-avortement, des politiciens républicains ont utilisé cette vidéo pour réclamer la suppression du financement public pour le planning familial. Ils ont ainsi donné à cette manipulation un impact national et créé un climat propice pour que les plus violents passent à l'acte. Les menaces de mort et les agressions se sont multipliées, quatre cliniques ont été touchées par des tentatives d'incendie et plusieurs ont été vandalisées. Certains médecins doivent à nouveau vivre dans une quasi-clandestinité, changeant d'hôtel à chaque fois qu'ils se rendent dans l'État où ils pratiquent l'avortement. Des candidats républicains à la Maison-Blanche ont accusé l'association de *« vendre des bouts de bébés morts »*, des mots qu'a repris, selon des témoins, l'auteur de la tuerie du 27 novembre.

La politique de terreur contre les différentes institutions pratiquant l'IVG n'est pas nouvelle. Depuis 1993, onze personnes ont été assassinées aux États-Unis dans des cliniques pratiquant l'IVG par des gens qui prétendent défendre la vie.

Et les femmes en payent le prix fort. Depuis les années 1980, le droit à l'interruption volontaire de grossesse régresse dans les faits de façon catastrophique. En 1982, quelques années après la légalisation de l'avortement aux États-Unis, il y avait près de 3 000 centres le pratiquant. Il y en a aujourd'hui moins de 1 800 et le nombre continue de décroître régulièrement.

Antoine Ferrer

Suisse : la justice complice des banquiers

Un tribunal suisse vient de condamner Hervé Falciani, ancien cadre informaticien de la banque HSBC en Suisse, à cinq ans de prison pour espionnage économique. Pendant deux ans, Hervé Falciani avait subtilisé puis révélé des dizaines de milliers de données concernant la fraude fiscale de cette banque britannique. Durant cette période, 180 milliards d'euros ont transité par Genève, où il travaillait, sur les comptes de 100 000 clients et 20 000 sociétés offshore, concernant 188 pays différents. Sont impliqués une foule de dirigeants politiques, de patrons, de célébrités diverses et de mafieux notoires s'occupant entre autres du commerce des armes, des aides à des organisations terroristes, etc.

À la suite de ces révélations, il faudra attendre février 2015 pour que le ministère public du canton de Genève ouvre une procédure pénale contre la banque HSBC. Quant au ministère public de la Confédération, lui, il n'a pas ouvert d'enquête, sous prétexte qu'il n'avait pas de preuves pour le faire. La banque s'en est tirée à bon compte avec une amende de 40 millions de francs suisses.

HSBC a contre-attaqué en accusant Falciani d'espionnage économique et d'avoir subtilisé les documents pour pouvoir les monnayer. C'est cette plainte de la banque qui a abouti à sa condamnation à cinq ans de prison.

Falciani, qui a la double nationalité franco-italienne, est en ce moment en France, hors d'atteinte de la justice suisse. Mais cette dernière a probablement obtenu ce qu'elle voulait : faire peur à tous les éventuels lanceurs d'alerte potentiels. Ceux qui voudraient révéler au grand public les combines des banquiers s'exposent à des peines de prison. À bon entendeur…

André Victor

Russie : Poutine et Platon même combat ?

« *Non à Platon* » : ce slogan s'étale sur les bâches de nombreux poids lourds en Russie. Il vise un nouvel impôt, Platon en abrégé, une sorte d'écotaxe qui frappe 600 000 camions de 12 tonnes et plus dès qu'ils empruntent les voies rapides. La majorité du secteur relève d'artisans-routiers au long court qui, ayant souvent perdu leur emploi précédent, se sont endettés pour acheter un camion. Sillonnant par tout temps ce pays immense, au réseau routier mal en point qu'écument les racketteurs de la police, ces forçats de la route peinent à joindre les deux bouts. Alors ils refusent qu'une taxe les étrangle encore plus. Et cela se voit.

Courage, fuyons !

Entré en vigueur mi-novembre, Platon suscite des blocages routiers d'un bout à l'autre de la Russie. Du coup, Poutine espace ou annule ses déplacements en province, de crainte d'écorner son image présidentielle s'il venait à croiser des routiers paralysant tel ou tel grand axe.

Mais comme il tient à son image de protecteur de la nation, il a fait un geste. Il a réduit les amendes pour non-paiement de Platon. En vain, car les routiers veulent le retrait de cette taxe et ont appelé à bloquer Moscou le 5 décembre.

Face à cette contestation, le pouvoir a réagi comme à son habitude : par un black-out de l'information télévisée. Il a aussi fermé des sites anti-Platon sur le net.

Malgré cela, le mouvement des routiers recueille de la sympathie. La population les voit comme des travailleurs, ce qui fait d'ailleurs une différence avec les petits bourgeois moscovites qui contestaient Poutine dans la rue, il y a trois ans. Et puis, Platon frappe, par ricochet, les consommateurs, surtout ceux des milieux populaires dont le niveau de vie a reculé ces derniers temps.

FRANCETVINFO.FR

« Non à Platon ! ».

Pouvoir d'achat en berne

Car Platon renchérit le prix des produits transportés par la route. Or l'inflation atteint déjà 14 % par an, alors que salaires et pensions sont gelés. Et cela alors que, du fait des répercussions de la crise mondiale et des sanctions occidentales, partout dans le pays des entreprises licencient, des usines tournent avec du chômage technique peu ou pas indemnisé. Même dans les grands centres, où cadres du tertiaire et professions libérales affichaient récemment une certaine aisance, la baisse du pouvoir d'achat saute aux yeux. Boutiques fermées faute de clients, restaurants et grands magasins à moitié vides, publicités omniprésentes pour le crédit à la consommation, y compris pour l'achat de manteaux en hiver ! Et il y a les demandes de petits boulots collées sur les murs, les arbres. Car cumuler deux ou trois emplois n'a rien de rare quand, en province, un ouvrier professionnel d'industrie touche l'équivalent de 300 euros, tandis que les prix flambent, et pas seulement ceux des marchandises importées d'Occident, que l'éducation payante se généralise, etc.

Et puis cela se sait que ce nouvel impôt, dont le prétexte officiel est de servir à moderniser le réseau routier, va remplir les poches de proches du pouvoir. La gestion-perception de Platon a été concédée pour treize ans à RTITS. Cette firme privée, qui va ainsi empocher 20 milliards d'euros, appartient notamment au fils d'un ami du président russe, devenu milliardaire depuis que Poutine dirige l'État. Dans l'affaire, RTITS se trouve associée à Gazprombank, filiale du géant gazier mondial que dirigent d'autres de ses proches.

Avec la contraction de la demande mondiale de matières premières, la crise ne permet plus aux privilégiés russes de s'enrichir comme avant. Alors, leur protecteur au Kremlin met à leur disposition de nouvelles sources de pillage.

On vient ainsi d'inaugurer le premier tronçon payant de l'autoroute Moscou-Saint-Pétersbourg, que construit un consortium réunissant le géant français du BTP Vinci et des oligarques du clan Poutine. Ce tronçon est resté gratuit le temps d'appâter les automobilistes habitant Moscou et travaillant en banlieue, et inversement. Son péage est si élevé pour un aller-retour en grande banlieue qu'une partie de ceux qui commençaient à le fréquenter l'ont déserté. Mais quel choix ont-ils, quand le même trajet sans péage prend trois heures ?

Le pouvoir russe soigne les siens, les bureaucrates affairistes, et pour cela s'attaque au niveau de vie des travailleurs sous toutes ses formes : par de nouvelles taxes, par le recul récent de l'âge de la retraite, en laissant les entreprises licencier. Et il donne l'exemple. Le secteur hospitalier d'État a sabré dans les emplois : en un an, 20 000 ont disparu à Moscou, soit un sur dix. Même chose en province. Délabrant ce qu'il reste du service public de santé, en principe encore gratuit, le pouvoir s'en prend à ceux qui n'ont pas les moyens d'aller se soigner dans le privé.

Des réactions malgré tout

Ces attaques ne passent pas toutes sans réactions. Les dockers pétersbourgeois viennent de faire grève pour l'augmentation de leurs salaires lors du renouvellement de leur contrat collectif. Il y a eu aussi des grèves, des rassemblements réunissant des milliers d'infirmières, médecins et agents hospitaliers. L'administration a tenté de désarmer le mécontentement par des reclassements, des primes de départ. Quant à celles et ceux qui ne se laissent pas faire, elle cherche à les intimider. Ainsi, la direction d'un grand dispensaire moscovite a fait intercepter par la sécurité un militant qui distribuait un tract syndical, puis appelé la police. Les policiers, qui l'ont relâché, ont dit ne rien trouver de criminel au tract, eux-mêmes ayant des problèmes de salaire et d'emploi. Mais cela ne se passe pas toujours ainsi.

Le pouvoir russe sait quel mécontentement suscitent ses mesures dans la population. C'est bien pourquoi il veut la saouler de propagande nationaliste. Si cela ne suffit pas à imposer le silence dans les rangs, il lui reste la « lutte contre l'extrémisme », couverture aux poursuites contre l'opposition de gauche ou d'extrême gauche politique et syndicale. Et là, la police politique FSB, héritière du KGB, ne manque ni d'effectifs ni de moyens.

Pierre Laffitte

Burkina Faso : un président pas si nouveau

Les élections présidentielles qui ont eu lieu au Burkina Faso le 29 novembre ont donné dès le premier tour la victoire à Roch Marc Christian Kaboré. Il fut longtemps le dauphin pressenti de Blaise Compaoré, le dictateur renversé par la rue il y a un an, avant de prendre ses distances avec lui. Tous ceux qui s'étaient mobilisés pour renverser Compaoré n'ont donc rien à attendre de cette élection.

Kaboré comptait déjà parmi les hommes de confiance de Compaoré lorsque celui-ci s'empara du pouvoir en 1987, assassinant le leader nationaliste radical Thomas Sankara. Il aida le dictateur à liquider l'héritage de Sankara et occupa de nombreux postes ministériels jusqu'en 1994, où il devint premier ministre. Il dirigea alors le gouvernement qui força la population à subir la hausse vertigineuse des prix résultant de la dévaluation du franc CFA imposée par la France à ses anciennes colonies. Kaboré fut complice de tous les crimes du régime, comme l'assassinat du journaliste Norbert Zongo en 1998. Il ne rompit avec Compaoré que dix mois avant sa chute, lorsque celui-ci l'écarta et annonça son intention de briguer un troisième mandat. Il put dès lors faire figure d'opposant, semblable en cela à son principal concurrent, Zéphirin Diabré, qui avait été ministre des Finances en 1994 avant de devenir fonctionnaire de l'ONU puis directeur de la division Afrique-Moyen-Orient du trust français Areva.

En novembre 2014 la jeunesse burkinabée, les travailleurs, la population pauvre étaient descendus dans la rue pour chasser Compaoré et en finir avec un régime d'oppression. Kaboré et Diabré se seraient bien contentés d'un départ discret de Compaoré si celui-ci avait accepté de renoncer à un nouveau mandat, comme le lui demandaient ses parrains français et américains. Un an plus tard, ce sont ces chevaux de retour qui tiennent à nouveau le devant de la scène.

Les puissances impérialiste qui pillent l'Afrique, en premier lieu la France, ne sont jamais à court de politiciens ou de militaires pour diriger des pays comme le Burkina au mieux de leurs intérêts. Quand l'un d'entre eux, trop usé, finit par tomber, elles organisent le passage de relais à un autre, si possible auréolé de la légitimité que donne une élection. C'est ce que des dirigeants comme Hollande appellent une transition, qui est en fait le temps nécessaire pour que les espoirs de la population s'estompent et que se développent de nouvelles illusions. Mais les travailleurs burkinabés ont largement montré qu'ils n'étaient pas prêts à se laisser piétiner sans rien dire et, comme il y a un an, ils peuvent le faire savoir à ces nouveaux dirigeants.

Daniel Mescla

Syrie 1925 : quand la France bombardait Damas

Les dirigeants français se présentent comme les défenseurs de la civilisation face à la barbarie, pour justifier leurs actions guerrières au Proche-Orient. Pourtant, les interventions militaires de la France dans la région ont, bien avant les interventions américaines, contribué à y attiser les haines religieuses et communautaires.

DR

Bombardement à Damas

DR

Cadavres de chefs druzes fusillés

En 1914, Beyrouth, Damas, Jérusalem étaient ensemble dans l'Empire ottoman, où chrétiens, juifs et musulmans coexistaient depuis des siècles. Cet empire vermoulu était contesté par les nationalistes arabes, et les intérêts des puissances capitalistes européennes s'y affrontaient. Quand la guerre se déclencha, les dirigeants ottomans choisirent le camp de l'Allemagne. La diplomatie secrète anglaise, à la recherche d'alliés, multiplia les promesses de partage de l'Empire ottoman. Elle promit à un prince d'Arabie, le chérif Hussein de la Mecque, un grand royaume en échange de son soutien, et au mouvement sioniste, par la déclaration Balfour, l'installation d'un foyer national juif en Palestine. Mais en même temps elle planifiait secrètement le partage du Proche-Orient avec la France, par l'accord Sykes-Picot de 1916 : à l'Angleterre devaient aller les territoires de l'actuelle Jordanie, d'Irak, de Palestine occupée et d'Israël, et à la France ceux de Syrie et du Liban.

Bien entendu, ces promesses étaient contradictoires, et celle faite aux Arabes ne fut pas tenue. En juillet 1919, un congrès national syrien revendiqua l'indépendance de la Syrie tout entière, Palestine et Liban actuels inclus, et en mars 1920 le prince arabe Fayçal la proclama. Mais la Société des nations l'ignora, déclarant que les peuples du Moyen-Orient n'étaient pas *« encore capables de se diriger eux-mêmes dans les conditions particulièrement difficiles du monde moderne »*, et devaient donc être confiés à une puissance mandataire, c'est-à-dire qu'elle entérina l'accord Sykes-Picot.

En Syrie, les troupes françaises expulsèrent Fayçal et mirent le pays sous le contrôle d'une administration coloniale, avant de le dépecer. Un Liban majoritairement chrétien fut créé autour de Beyrouth, et le reste de la Syrie fut morcelé en quatre États et deux territoires autonomes, selon des lignes religieuses et communautaires. Un État fut donné aux Alaouites, minorité religieuse pauvre, pour obtenir leur soutien contre la majorité sunnite vivant à Damas ou à Alep, deux villes elles-mêmes séparées au sein de deux États distincts. Les Alaouites, enrôlés dans l'armée coloniale, formèrent des années plus tard l'ossature de l'armée syrienne et la base de la dictature des Assad, toujours au pouvoir aujourd'hui. C'est une conséquence parmi d'autres de la politique cynique de la France en 1920.

Ce dépeçage en règle de la Syrie, ajouté aux lourds impôts imposés aux populations, suscita des révoltes de plus en plus massives. En juillet 1925, l'arrestation et la déportation d'une délégation de notables druzes venue porter des doléances au haut-commissaire français mit le feu aux poudres. La révolte éclata à partir de la région druze, dite djebel druze, dirigée par le jeune chef nationaliste Sultan Al-Atrash. Il revendiquait l'unité syrienne, la démocratie, la formation d'un gouvernement indépendant, autant de revendications inacceptables pour le gouvernement du Cartel des gauches, alors au pouvoir en France.

Le Cartel des gauches réprime les insurgés

Début août, le gouvernement français commença par envoyer 3 000 hommes de l'armée coloniale dans les montagnes druzes, mais elles furent mises en déroute par les insurgés nationalistes. La France fit alors venir d'importants renforts, appuyés par de l'artillerie lourde, des chars et bientôt des avions, qui multiplièrent les bombardements des zones insurgées. Des villages furent ratissés, brûlés, livrés au pillage, leurs populations arrêtées, déportées, massacrées. Mais ces exactions ne firent qu'alimenter la colère et élargir la révolte. Un correspondant du journal *L'Humanité* rapporta ainsi les événements : *« Les paysans cultivateurs se tenaient à l'écart du mouvement, occupés qu'ils étaient par leurs travaux. Et ce furent les aéroplanes français qui, en bombardant stupidement et sans cause des villages entiers, provoquèrent la dissidence des paysans* (…)*. Et la révolte est devenue un véritable soulèvement des masses. »*

L'insurrection s'étendit bientôt à d'autres régions de la Syrie, en particulier aux villes de Damas, Homs et Hama, et même au sud du Liban voisin. La riposte de l'armée française fut impitoyable. À Damas, l'aviation bombarda les quartiers populaires suspectés d'accueillir, d'aider ou simplement de sympathiser avec les insurgés. Le bombardement de la ville se prolongea durant des semaines. Pour punir la population de Damas, les autorités françaises exigèrent une amende de 100 000 livres-or, payable en trois jours, faute de quoi le bombardement recommencerait. Et il recommença.

Cette répression reçut la bénédiction de l'ensemble des puissances impérialistes. La conférence de la Société des nations de février 1926 confirma le mandat français sur la Syrie et autorisa la puissance mandataire à employer tous les moyens qui lui semblaient bons pour rétablir l'ordre en Syrie.

Le Parti communiste contre les interventions françaises

En France, cette répression fut dénoncée de manière virulente par le Parti communiste. Fondé quelques années plus tôt, il était bien différent du PCF actuel. Il ne se contenta pas d'un appel platonique à la paix. Soutenu par l'Internationale communiste, il menait depuis des mois une agitation radicale contre la guerre coloniale que menait l'armée française dans le Rif marocain, prônant la fraternisation des soldats français avec les insurgés. Le 12 octobre 1925, il appela à une grève générale contre les expéditions impérialistes du Maroc et de la Syrie *« voulues par les rois de l'industrie et de la finance, qui sont les maîtres de l'État et commandent aux gouvernants »*. Des centaines de milliers d'ouvriers, dont beaucoup d'origine immigrée, mineurs, ouvriers du bâtiment, cessèrent le travail. Les arrestations furent nombreuses, et un ouvrier gréviste, André Sabatier, fut tué lors d'affrontements devant son usine. La grève ne suffit pas à faire reculer le gouvernement, mais la politique militante du Parti communiste de cette époque le mit à l'avant-garde des luttes anticoloniales, contre la politique impérialiste qui tendait à creuser un fossé entre travailleurs coloniaux et travailleurs de la métropole.

L'insurrection syrienne se prolongea pendant des mois. Entre octobre 1925 et mai 1926, l'armée française ne parvint pas à réoccuper le djebel druze. Des opérations de guérilla continuèrent dans les campagnes jusqu'au printemps 1927. À Damas, la pacification des derniers quartiers insurgés ne se fit qu'au printemps 1926. Le gouvernement français dut envoyer 50 000 soldats pour mater l'insurrection. Elle fit 10 000 morts côté syrien, surtout des civils, et 2 500 côté français.

Par la suite, l'État français ne réussit jamais vraiment à dominer la Syrie. L'armée française finit par quitter piteusement la Syrie en 1946, non sans avoir à nouveau bombardé Damas un an plus tôt. La présence française pendant toute cette période avait été celle d'une puissance coloniale, assurant la prédominance des intérêts commerciaux et financiers des capitalistes français, s'appuyant sur le communautarisme et l'arriération, écrasant au passage tous ceux qui avaient pu prendre au sérieux les valeurs de progrès hypocritement proclamées par cette république bourgeoise.

Serge Fauveau

RATP : une campagne abjecte de la droite et de l'extrême droite

Le fait que, parmi les tueurs du Bataclan, se soit trouvé un ancien conducteur de bus a donné lieu à une campagne sur le recrutement de la RATP. La presse a pointé du doigt les « fichés S » qui figureraient dans les effectifs. La droite et l'extrême droite se sont immédiatement emparées de ces « révélations » pour se livrer à une campagne plus générale accusant les musulmans d'être des terroristes en puissance.

LO

C'est *Le Parisien* qui a commencé en « révélant », dans son édition du 17 novembre, que la RATP faisait partie des entreprises comptant le plus de personnes faisant l'objet d'une surveillance policière, les fameux « fichés S » soupçonnés de liens avec des mouvements terroristes. *« Un fiché S ne doit pas pouvoir conduire un train, un RER ou un métro »,* s'est exclamée Valérie Pécresse (Les Républicains). Marine Le Pen, ne voulant pas être en reste, s'est fendue d'un tweet de la même eau : *« La vérité commence à sortir et elle est terrible… »* Ces représentants politiques de la bourgeoisie, silencieux sur les responsabilités de la politique française au Moyen-Orient, préfèrent pointer du doigt *« l'inquiétante montée des pratiques religieuses »,* notamment à la RATP. Comme si les pratiques religieuses devaient nécessairement conduire au terrorisme ! Oui, quand il s'agit de l'islam, sous-entendent les Pécresse et autres Le Pen, participant ainsi à cet odieux amalgame entre musulmans et terroristes.

Certes il existe à la RATP, comme dans bien d'autres entreprises, des militants intégristes dont les idées et les attitudes favorisent un repli communautaire, créent un fossé entre les travailleurs musulmans et les autres. Ils affichent leur mépris des femmes, refusent de leur serrer la main. Ces fondamentalistes musulmans, tout comme ceux qui se réclament de l'extrême droite, ont pour politique de diviser les travailleurs, entre croyants et non croyants, entre hommes et femmes, entre travailleurs français et immigrés. Leurs politiques s'additionnent pour diffuser le poison de la division. Pour les travailleurs conscients, combattre les idées de ces gens-là, ceux qui se réclament de Le Pen comme ceux qui prêchent le fondamentalisme musulman ou autre, est une nécessité.

Les responsables politiques de LR ou du FN invoquent la défense des femmes. Ce n'est évidemment qu'un prétexte. Ces deux partis, viscéralement hostiles aux travailleurs, se livrent à une compétition démagogique en vue de conquérir l'électorat le plus hostile aux immigrés, accusant au bout du compte la RATP d'avoir recruté des salariés d'origine étrangère.

Et le gouvernement PS n'est pas en reste. Face aux accusations de « laisser-faire » de Pécresse, le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve s'est déclaré prêt *« à cibler davantage les personnes travaillant dans les transports en commun »,* à l'image de ce qui se fait déjà dans les centrales nucléaires et autres sites dits « sensibles ». La gauche n'entend donc rien céder à la droite en matière de démagogie sécuritaire et anti-immigrés.

Cette campagne et les mesures qui en résultent ne peuvent en rien réduire la menace d'un attentat terroriste. En revanche elles entretiennent le poison de la division.

Correspondant LO

PSA – Poissy : la direction confond le lundi et le samedi

Cela fait des mois que les transporteurs savaient que la circulation serait difficile au moment de la COP 21. Les restrictions de circulation imposées par la préfecture étaient annoncées à l'avance et, avec la mise en place de l'état d'urgence, n'importe qui savait que dimanche 29 et lundi 30 novembre, il fallait s'organiser et anticiper sur ses déplacements. Tout le monde savait donc. Enfin presque, parce qu'une usine de la région parisienne a résisté jusqu'au bout à l'évidence, l'usine PSA de Poissy.

C'est ainsi que, vendredi 27 novembre, alors qu'une réunion du comité d'établissement s'était tenue toute la matinée, la direction du site convoquait exceptionnellement ce même comité à 18 heures pour annoncer que l'usine serait fermée le lundi suivant, 30 novembre. Pas de stocks prévus et pas de livraisons possibles. L'équipe du matin était déjà chez elle depuis longtemps. Les chefs ont été chargés de prévenir chez eux les ouvriers.

Mais la direction n'assume pas son imprévoyance : elle a décidé de faire rattraper cette journée le samedi 5 décembre pour une équipe, et le 12 décembre pour l'autre. Cela ne passe pas du tout chez bon nombre de travailleurs, d'autant plus qu'ils viennent de chômer une semaine entière fin octobre et que deux jours seront chômés dès la fin des congés de Noël.

Pas sûr que les samedis obligatoires se passent au mieux pour la direction.

Correspondant LO

Les fonds de pension : un petit pas vers le rêve des capitalistes

Ce n'est pas d'aujourd'hui que les capitalistes rêvent de mettre la main sur l'argent des retraites. Vendredi 27 novembre, en évoquant ce que pourraient être des fonds de pension à la française, le ministre des Finances Macron a voulu ouvrir un chemin dans cette direction.

Oh, bien sûr, il a affirmé : *« Notre objectif n'est pas de modifier les équilibres entre retraite par répartition et par capitalisation en France, ni de bouleverser le marché des produits d'épargne retraite. »* Il veut simplement orienter davantage le marché des produits d'épargne retraite en direction des entreprises.

Le système français des retraites repose sur la répartition, les cotisations alimentant directement les pensions. Les divers systèmes d'épargne retraite, où les cotisations alimentent un fonds qui sert ensuite à payer une pension, ne versent qu'un centième de ce qui est versé par le système de répartition : 4 milliards environ, contre 400.

Mais ces 4 milliards proviennent de fonds estimés à 130 milliards, ce qui n'est pas rien. Or ces fonds ne sont pas vraiment disponibles aujourd'hui pour les capitalistes. Ils sont encadrés par toutes sortes de règles et s'investissent surtout en obligations d'État, pas en actions d'entreprises.

Macron voudrait donc modifier ces règles de façon à ce qu'une part plus importante de l'épargne salariale s'investisse en actions. Il voudrait aussi modifier dans le même sens les règles qui encadrent l'assurance-vie, qui représente des fonds dix fois plus importants.

Si, en modifiant les règles de l'épargne retraite, Macron ne s'attaque pas frontalement à la retraite par répartition, il fait pourtant un pas en direction de ces fonds de pension qui, dans bien des pays, gèrent des sommes colossales, spéculent, rachètent des entreprises, engendrent des milliards de profits pour les capitalistes. Les retraités qui en dépendent doivent se contenter d'une pension modeste, quand une faillite ou une spéculation malheureuse ne les prive pas de leur épargne et de toute pension.

Transformer les cotisations retraite en fonds de pension, voilà ce qui fait saliver les capitalistes, voilà le plat que les ministres « socialistes » à leur service rêvent de leur cuisiner.

Vincent Gelas

Caisse Vieillesse : l'urgence, c'est d'accueillir les assurés

La direction de la CNAV, la Caisse nationale d'assurance-vieillesse, a annoncé que, pendant l'état d'urgence, les agences qui accueillent le public ne seront ouvertes qu'aux seuls assurés ayant un rendez-vous. Mais elle a aussitôt ajouté qu'elle se réservait le droit de prolonger cette mesure au-delà de l'état d'urgence.

La direction saute sur l'occasion pour continuer sa politique de dégradation de l'accueil des assurés.

Correspondant LO

Plateau de Saclay : cinéma sécuritaire

Les autorités l'ont décidé, le plateau de Saclay doit devenir un « pôle mondial d'excellence » de la recherche française. De multiples institutions, comme le centre de recherches d'EDF, l'École normale supérieure ou l'École centrale, vont quitter leurs campus actuels pour s'installer sur ce plateau situé à 20 km au sud-ouest de Paris. Beaucoup d'argent est donc aujourd'hui versé à Bouygues et d'autres bétonneurs, avec, à terme, de fructueuses opérations immobilières sur les espaces laissés vacants.

CEA SACLAY

Le CEA à Saclay

En sortira-t-il de meilleures conditions pour la recherche ? Pour l'heure, les travailleurs concernés par les travaux et les déménagements ont à subir de fortes nuisances. Au commissariat à l'Énergie atomique (CEA) ou à Supélec par exemple, les détournements de lignes de bus entraînent un allongement du temps de transport. La situation dans les transports ne risque pas de s'améliorer quand des milliers de salariés supplémentaires arriveront sur le plateau, d'autant que la ligne 18 du métro ne devrait y arriver que dans dix ans.

Suite aux attentats, où des mesures de sécurité exceptionnelles ont été prises notamment au CEA, les temps d'attente pour entrer et sortir du centre ont encore augmenté. Dans ce contexte, la décision du préfet de l'Essonne de créer pendant toute la durée de la COP 21 deux zones de protection ou de sécurité, avec barrages filtrants de gendarmerie autour du CEA et de l'École polytechnique, a été ressentie comme une nuisance de plus. Pour combattre la menace dérisoire de l'installation dans une ferme voisine de 300 militants écologistes venus en région parisienne à vélo ou en tracteur dire ce qu'ils pensaient de la COP 21, une législation d'exception est mise en œuvre, s'appuyant sur l'état d'urgence, qui permet des fouilles de véhicules, des refus d'accès au site et des interpellations de tous ceux qui ne peuvent pas justifier leur présence sur les lieux.

Sur le campus de CentraleSupélec, la direction a ajouté sa touche au délire sécuritaire en demandant au personnel *« la plus extrême vigilance vis-à-vis des comportements et actions suspects, même anodins »*, l'invitant à *« alerter directement les forces de police sur toute action douteuse ou modification notable dans leur paysage habituel »*, demandant au personnel technique de faire des rondes, et mettant même en place une adresse mail de délation. Trop c'est trop et, dans l'ensemble, c'est surtout cet amalgame entre militants et terroristes que le personnel a ressenti comme hautement suspect.

Correspondant LO

Crédit mutuel – Massif central : un recrutement trompeur

Le Crédit mutuel Massif central, du groupe Crédit mutuel Arkea, se lance à son tour dans le job-dating, un *« festival du recrutement »*, qui se tiendra à Clermont-Ferrand les 4 et 5 décembre. La banque annonce qu'elle veut recruter 200 commerciaux d'ici la fin de l'année, ayant au moins bac+2, qu'elle promet essentiellement en CDI.

En fait, il n'y a que trois postes à pourvoir en Auvergne, le reste est ailleurs dans le groupe. Un bon quart des emplois sont ceux de téléconseillers, connus pour être mal payés et au renouvellement incessant, et l'ensemble des 200 postes se trouvent pour la plupart dans la région… Bretagne ! Les postulants auvergnats risquent donc de devoir déménager et de s'endetter pour faire leur période d'essai, sans même être sûrs d'être embauchés.

Tout l'avantage de ce job-dating trompeur est pour la banque : faire son marché en un minimum de temps et de paperasse avec un maximum de candidats, et utiliser le chômage pour faire pression à la baisse sur les salaires.

Correspondant LO

Anovo – Beauvais : réactions contre les licenciements

Anovo, groupe spécialisé dans la réparation d'équipements électroniques, avait annoncé mi-septembre la suppression de 95 postes pérennes sur tous les sites en France, dont 47 à Beauvais, et de 150 postes d'intérimaires, sous le prétexte de la perte de son client SFR.

Vendredi 20 novembre, 200 travailleurs sur les 284 salariés du site de Beauvais se sont mis en grève pour protester contre les licenciements prévus et réclamer de meilleures conditions de départ, que la direction limite à trois mois de salaire. *« On bâtit un plan à la mesure des moyens »*, ose-t-elle dire, alors que le chiffre d'affaires a augmenté de 40 % depuis 2011.

Quant aux propriétaires successifs d'Anovo, ils font de bonnes affaires : Butler, qui avait racheté Anovo pour 20 millions d'euros en 2011, vient de le revendre à Ingram pour 110 millions. Ingram est, lui, le deuxième distributeur mondial de produits électroniques, avec un chiffre d'affaires de 40 milliards d'euros.

Ces groupes ont tous les moyens de garantir les emplois, et les travailleurs d'Anovo toutes les raisons de ne pas se laisser faire.

Correspondant LO

Intel – Montpellier : où va l'argent public ?

L'entreprise de microprocesseurs informatiques Intel s'apprêterait à quitter ses locaux du Millénaire à Montpellier pour s'installer à Toulouse, où 300 personnes travaillent déjà. Cette délocalisation concernerait 40 personnes qui travaillent dans la recherche et le développement.

Intel s'est installé à Montpellier en 2011, en bénéficiant de subventions des trois collectivités publiques, région, métropole et département, qui toutes ont donné 50 000 euros. L'entreprise, largement bénéficiaire (elle annonce un bénéfice net annuel de 3,1 milliards de dollars), a aussi touché pour son installation 150 000 euros de subventions de la part de l'Europe. Cela fait un total de 300 000 euros pour une installation à Montpellier qui n'aura duré que… quatre ans !

Et après, on veut nous faire croire qu'il n'y a plus d'argent pour les services publics utiles à la population.

Correspondant LO

Collège Jean-Moulin – Chartres : non à la fermeture

À Chartres, le conseil départemental de l'éducation a annoncé le 3 novembre la fermeture en juin prochain du collège Jean-Moulin, sans aucune concertation avec les enseignants et les parents d'élèves, sans qu'une solution acceptable soit proposée. Pourtant, depuis plusieurs années, des discussions avaient lieu sur le fait que les locaux n'étaient plus adaptés. Mais rien n'a été fait.

Le département évoque vaguement l'ouverture d'un nouveau collège Jean-Moulin dans les locaux de l'ex-IUFM… à la rentrée 2018. D'ici là, les 430 élèves risquent d'être tout simplement dispersés dans différents collèges de l'agglomération, avec des conditions d'enseignement plus difficiles.

Dans le même temps, la ville de Chartres a confirmé son projet d'installer à la rentrée 2016 dans les locaux actuels du collège, situés en plein centre-ville au pied de la cathédrale, un pôle de la Cosmetic Valley. Ce groupement d'entreprises du secteur de la parfumerie et de la cosmétique (Guerlain, Paco Rabanne, Dior, etc.), un des principaux organes du patronat local, a depuis des années été choyé par tous les dirigeants politiques locaux, du conseil régional aux municipalités. Il a touché des aides de toutes sortes. Aujourd'hui, les pouvoirs publics veulent expulser des élèves pour lui offrir des locaux bien placés.

Contre ce projet et devant le mépris des autorités, parents d'élèves et enseignants ont manifesté à deux reprises les 12 et 25 novembre. Ce projet choquant est bien à l'image d'une société qui a plus à cœur de favoriser des fabricants de parfums, enrichis aux dépens de générations d'ouvrières payées au lance-pierre, que de donner la meilleure éducation possible à la jeunesse.

Correspondant LO

Élections professionnelles à la SNCF : déception pour la direction

Le 19 novembre, 151 000 cheminots étaient appelés à élire leurs représentants du personnel. Mais pour la première fois, toutes les élections avaient lieu en même temps : délégués du personnel, délégués au CE, délégués au conseil d'administration SNCF, etc.

Il s'agissait là des premières élections depuis la mise en œuvre de la réforme ferroviaire et la grève de juin 2014 contre ce que cette réforme implique pour les cheminots, en matière de dégradations des conditions de travail, en particulier. C'est pourquoi, même de façon indirecte et déformée, avec des résultats pas toujours comparables à ceux des années précédentes, ces élections donnent une indication sur l'état d'esprit des travailleurs.

La direction ne cachait pas son espoir de voir reculer la CGT et Sud-Rail, dont les militants sont souvent apparus comme contestant sa politique dans la dernière période, en particulier lors de la grève de juin 2014. La CFDT et l'UNSA, qui ont soutenu cette réforme et se sont opposés aux grèves, les accusaient *« de regarder dans le rétroviseur et de n'avoir que quelques grèves avortées à leur bilan »*. La direction et ses sbires pariaient donc sur la démoralisation des cheminots, suite à l'échec de la grève de 2014. Ils espéraient que le total des voix CGT et Sud-Rail, aux élections du CE en particulier, passe sous la barre des 50 %, afin qu'ils ne soient pas en mesure de dénoncer de futurs accords d'entreprise. Certains pensaient même que l'UNSA pourrait détrôner la CGT comme premier syndicat. Ils en ont été pour leurs frais, le total des voix CGT, Sud-Rail ayant atteint 51,16 %.

Le Figaro cachait mal son amertume en titrant *« SNCF : la CGT garde son bastion »* et déplorait que la CGT ait *« limité la casse et stoppé l'hémorragie face à la montée en puissance des syndicats réformistes »*. En guise de consolation, ils soulignaient la poursuite de l'érosion de la CGT (-1,31 %) et de Sud (-0,16 %) ainsi que la progression continue du pôle « réformiste ».

Toute la presse a tenu à signaler qu'en dix ans les syndicats dits contestataires avaient perdu 10 %. En réalité, cette baisse n'est pas essentiellement due à une perte d'influence auprès des cheminots de la base. Elle reste faible par rapport à 2004, mais surtout, il y a un peu plus de dix ans, les cheminots ouvriers et employés étaient plus de 100 000 pour 26 000 cadres, soit un cadre pour quatre cheminots. Aujourd'hui, il n'y a plus que 73 300 cheminots de base pour 31 700 cadres, soit un cadre pour un peu plus de deux cheminots. On peut ainsi affirmer que l'érosion des syndicats contestataires résulte de la progression régulière du nombre de cadres à la SNCF.

Ces élections professionnelles montrent en tout cas que, contrairement aux espoirs de la direction, les cheminots ne sont pas abattus. De toute façon, l'épreuve de vérité ne se situera pas sur les PV électoraux, pas plus que dans les salons feutrés des négociations, mais dans la lutte, dans les ateliers, les gares et les chantiers.

Dans le secteur ferroviaire, comme dans toutes les entreprises publiques ou privées, c'est l'ensemble de la réglementation du travail qui est dans le collimateur des directions et du patronat. L'enjeu réside dans la préparation d'un mouvement d'envergure, seul capable de stopper la démolition des droits des travailleurs. Les travailleurs du rail comptent bien y tenir toute leur place.

Christian Bernac

LO

Grève des cheminots en juin 2014, gare Montparnasse à Paris.

Retraite des cheminots : les vrais chiffres

Bien des gens pensent que les cheminots partent à la retraite à 50 ans et touchent des pensions bien plus élevées que celles des salariés du privé, tout en ayant cotisé moins longtemps. La réalité est tout autre.

Le régime spécial de retraite de la SNCF ne s'applique qu'aux cheminots embauchés avant l'âge de 30 ans, les autres sont soumis au régime général. Les cheminots bénéficiant du régime spécial peuvent théoriquement partir à 50 ans s'ils sont conducteurs, 55 ans s'ils sont en service sédentaire. Encore faut-il que leurs pensions ne soient pas réduites à une misère. Car, pour toucher sa retraite pleine, un cheminot doit maintenant avoir cotisé 166 trimestres (41,5 ans), durée qui va augmenter progressivement pour atteindre 172 trimestres (43 ans). S'il n'a pas ses trimestres, il est soumis à une décote, qui augmente rapidement avec le nombre de trimestres manquants. De ce fait, l'âge moyen de départ à la retraite chez les cheminots augmente régulièrement.

Dans la réalité, la plupart des retraités SNCF ont une pension variant entre 1 200 et 1 500 euros, pour les qualifications les plus basses, à l'exécution. Seuls des conducteurs de TGV ou des cadres à l'exécution n'ayant aucune décote, c'est-à-dire une minorité de cheminots, peuvent prétendre à une retraite de 2 400 euros.

Chez la plupart des cheminots comme chez les autres salariés, les pensions sont insuffisantes pour vivre correctement et devraient être augmentées de manière conséquente.

Correspondant LO

Smart : la direction toujours à l'offensive

Lundi 30 novembre, CGT et CFDT, syndicats majoritaires dans l'usine Smart de Hambach en Moselle, ont fait valoir leur droit d'opposition au projet Pacte 2020 de la direction, signé par la CGC et la CFTC, syndicats minoritaires de l'usine.

Le Pacte 2020 prévoit pour l'essentiel un retour aux 39 heures, qui ne seraient payées que 37 heures. Il a été l'occasion pour la direction de répéter jusqu'à la nausée que les salariés d'Hambach coûteraient trop cher par rapport à l'usine slovène de Renault qui produit la Twingo et la Smart 4 places.

Le groupe Mercedes, propriétaire de l'usine Smart de Hambach, se porte à merveille : il affiche un bénéfice de 6,25 milliards pour les neuf premiers mois de l'année, en hausse de 50 %. Mieux, Daimler (dont fait partie Mercedes) a en caisse une trésorerie de 19,5 milliards. Et c'est aux ouvriers qu'ils osent venir faire les poches !

Après le rejet de l'accord, la direction menace les travailleurs d'un plan B dont, à l'heure où nous écrivons, nous ne savons rien. Renvoi des intérimaires ? Plan de suppressions d'emplois ? Délocalisation ? La direction laisse courir toutes les rumeurs, faisant ainsi monter l'inquiétude et la tension dans l'usine.

Mercedes veut la peau des 35 heures, alors que l'usine n'a même pas besoin que les ouvriers de Hambach travaillent davantage. Au contraire, cela fait des semaines que ceux-ci chôment tous les vendredis, justement parce qu'il n'y a pas de travail.

En fait, Mercedes veut diminuer le taux horaire et les salaires des travailleurs. D'ailleurs, dans le même temps où la direction veut imposer le retour aux 39 heures, elle veut également que les salaires soient bloqués pendant cinq ans, ce qui équivaut à une baisse du pouvoir d'achat, parce que les factures, les impôts, les loyers, les courses dans les magasins, eux, ne sont pas du tout bloqués.

Il y a près de vingt ans, les pouvoirs publics ont déversé un flot d'argent au richissime groupe Mercedes pour qu'il implante l'usine de la Smart en Moselle. Près de 100 millions d'euros ont été offerts à l'un des plus puissants groupes industriels de l'automobile à la fin des années 1990, dont 11 millions versés par le conseil régional de Lorraine, pour qu'il s'installe à Hambach. Et depuis près de vingt ans d'autres subventions publiques ont été versées, sous prétexte que Mercedes avait créé des emplois.

Les travailleurs n'ont aucune raison d'accepter de nouveaux sacrifices pour enrichir des actionnaires qui ne savent plus quoi faire de leurs profits.

Etienne Hourdin

Aubagne : grève des agents municipaux

Le 30 novembre, devant le comité paritaire technique de la municipalité.

Depuis lundi 23 novembre, les employés municipaux d'Aubagne, dans les Bouches-du-Rhône, sont en grève, avec le soutien des syndicats CGT, FSU et FO de la ville. Ils s'opposent à la décision du maire UMP de privatiser les services de cantine de la ville, qui fournissent les écoles et les services municipaux.

Un audit récent, commandé par la municipalité, a en effet préconisé la délégation de service public auprès d'une société privée. Or il s'avère que le directeur du cabinet d'expertise est un ancien cadre des sociétés Sodexo et Eurest, deux géants de la restauration industrielle.

Une trentaine d'employés municipaux travaillent pour la cuisine centrale, aidés de plusieurs CDD et travailleurs en contrat emploi d'avenir, dont rien ne garantit qu'ils pourront continuer à y travailler, le rapport d'audit ayant pointé des dépenses trop importantes pour les salaires. La ville d'Aubagne est dotée depuis 2007 d'une cuisine rénovée et la bonne qualité des près de 5 000 repas servis quotidiennement a été signalée par l'association UFC-Que choisir il y a moins de deux ans. Cet équipement, qui a coûté 5,7 millions d'euros sur fonds publics, serait ainsi confié en l'état à une société privée dont le seul but sera de faire des profits.

Les employés de la cuisine centrale, révoltés par les menaces contre leurs emplois et leurs conditions de travail, se sont mis en grève et ont été rapidement rejoints par de nombreux agents des autres services municipaux, notamment de la voirie, qui se relaient pour arrêter le travail au jour le jour. Depuis plus d'une semaine, aucun repas n'est servi dans les cantines scolaires et restaurations municipales, les ordures ne sont plus ramassées et les rues se remplissent peu à peu de feuilles mortes et de déchets variés. Les grévistes défilent quotidiennement dans les rues d'Aubagne et manifestent devant toutes les réunions auxquelles participent le maire et ses adjoints.

Bien que la gêne des habitants, en particulier des parents d'élèves, soit réelle, le soutien à la grève grandit au fil des jours. Ainsi, vendredi 20 novembre après-midi, un centre aéré géant au milieu de la ville a été organisé par un collectif Parents en colère pour organiser la garde des enfants le midi, appuyer les grévistes et protester contre l'idée d'une restauration industrielle privée. De nombreux habitants passent quotidiennement devant le siège des services techniques pour soutenir les grévistes et un boulanger de la ville leur a apporté ses produits invendus. Ainsi la détermination des grévistes grandit et de plus en plus d'employés de la ville rejoignent le mouvement.

Correspondant LO

Hôpital d'Amilly : débrayage à la blanchisserie

La direction de l'hôpital d'Amilly, une commune située près de Montargis dans le département du Loiret, a annoncé mercredi 18 novembre son projet de fermer le service de blanchisserie et de confier le travail à une société privée.

Cette décision, qu'elle voudrait appliquer en juillet prochain, a rencontré l'opposition de l'ensemble des agents. Dès le lundi suivant, la quasi-totalité des 30 blanchisseurs débrayaient et la production principale a été stoppée toute la journée. À leur appel, un rassemblement du personnel s'est tenu le jour même dans le hall d'entrée, où une centaine d'agents de tous les services se sont retrouvés pour dénoncer cette situation.

La promesse que tous les agents de la blanchisserie seraient reclassés sur d'autres services de l'hôpital n'a convaincu personne. Tout le monde est conscient que la direction va tenter de se séparer des camarades en contrats précaires dans les services, avant de procéder aux reclassements.

De nombreux agents de la logistique ont tenu à montrer leur soutien aux blanchisseurs car, si la direction de l'hôpital se met à sous-traiter la blanchisserie à une société privée, beaucoup se demandent si demain elle ne fera pas de même avec les cuisines, les ateliers, les services de brancardage, de manutention et les services administratifs.

Personne ne croit non plus qu'une société privée de blanchisserie permettrait de réduire les dépenses. Bien souvent, de tels choix coûtent plus cher, car il faut payer pour les profits de ces sociétés qui ne font pas dans la charité. Il y a d'ailleurs fort à craindre, alors que près de la moitié des lits du CHAM sont des secteurs pour personnes âgées, que celles-ci voient la note à payer augmenter.

Depuis ce rassemblement, il y a beaucoup de discussions dans les services et l'idée qu'il faudra se défendre tous ensemble contre les mesures que veut imposer la direction fait son chemin.

Correspondant LO

Clinique du Pont de Chaumes – Montauban : sixième semaine de grève

Les infirmières, brancardiers, aides-soignantes, agents de service de la clinique du Pont de Chaumes, à Montauban, entament leur sixième semaine de grève. Ils sont toujours plus d'une centaine à demander une augmentation des salaires en moyenne de 45 euros par mois et surtout de meilleures conditions de travail : davantage de personnel pour faire face au sous-effectif chronique et plus de moyens matériels pour soigner correctement les patients.

La clinique appartient au groupe Vedici, qui vient de racheter il y a un mois le groupe Vitalia pour un montant d'un milliard d'euros. Ce nouveau groupe, le numéro 2 du secteur en France, compte désormais 81 établissements. Son ambition est de *« penser la médecine autrement »* et pour les actionnaires, d'*« offrir de belles perspectives de croissance »* ! Les salariés du Pont de Chaumes l'expérimentent déjà : salaires au rabais, manque de personnel, économies de moyens matériels, mépris des dirigeants envers le personnel, etc.

Au quarantième jour de grève, la solidarité entre grévistes ne faiblit pas, elle se renforce même grâce au soutien moral et financier d'une partie de la population et notamment de l'UD-CGT

Malgré l'entêtement du groupe Vedici et les moyens qu'il déploie pour briser la grève (huissiers, tribunaux, l'embauche d'intérimaires, de vigiles, etc.), les grévistes continuent leur lutte. Ils sont bien déterminés à faire reculer leur patron.

Correspondant LO

Aluminium Dunkerque : un premier round avant d'autres ?

Pendant trois jours, une majorité d'opérateurs d'Aluminium Dunkerque ont débrayé quatre heures par poste avec deux revendications principales : les effectifs et les badgeuses.

Depuis un an, avec un plan de départs volontaires, le non-remplacement de départs en retraite et la suppression des emplois tenus par des intérimaires, la direction a diminué l'effectif de près de 100 personnes sur 650. Résultat, les conditions de travail se sont aggravées et il est difficile de prendre des congés.

En plus de la badgeuse à l'entrée de l'usine, la direction a installé des pointeuses dans chaque secteur de production. Son but est de contrôler encore plus les travailleurs et d'augmenter la production.

Début novembre, des assemblées convoquées par la CGT, auxquelles s'était jointe provisoirement la CFDT, ont approuvé le principe d'une grève sur ces revendications.

Dimanche 22 novembre, l'équipe de nuit a débrayé, suivie de celles du matin et d'après-midi. Mercredi, devant les engagements de la direction à revoir la question des effectifs en janvier et de reculer les badgeuses de l'entrée des secteurs vers les vestiaires, les débrayages ont été suspendus.

Les grévistes sont contents d'avoir marqué le coup. Mais rien n'est réglé et il faudra plus pour faire abandonner par les patrons leurs mesures contre les travailleurs.

Correspondant LO

Air France : non aux sanctions et aux licenciements !

Mercredi 2 décembre, l'intersyndicale d'Air France (sauf CFDT, CGC et mécaniciens du SNMSAC) et des syndicats de la plate-forme aéroportuaire de Roissy appelaient à se rassembler devant le tribunal de Bobigny, en Seine-Saint-Denis. C'est là qu'auraient dû être jugés cinq salariés d'Air France, suite à la plainte de la direction qui a, en plus, déjà décidé de les licencier. Finalement le procès a été reporté au 27 mai, mais la direction persiste et signe : les licenciements ont déjà été annoncés, comme des sanctions de divers niveaux contre treize autres salariés, qui passeront aussi en procès ce jour-là.

La direction de la compagnie veut faire un exemple et intimider largement. C'est sa réponse à la colère des travailleurs qui avait éclaté lors du comité central d'entreprise (CCE) du 5 octobre, quand elle avait annoncé 2 900 nouvelles suppressions d'emplois et des licenciements.

Dès le départ, la direction d'Air France a eu le soutien du gouvernement, de la droite et de l'extrême droite, du patronat, de la plupart des médias, de la justice et de la police. Les travailleurs, eux, à Air France comme ailleurs, se sont instinctivement plus ou moins reconnus dans les raisons de cette colère. Elle avait fait perdre leur chemise à deux hauts cadres ? La belle affaire, quand des milliers de travailleurs allaient perdre leur gagne-pain !

C'est aussi pourquoi, depuis deux mois, à l'occasion de diverses mobilisations en défense des salariés sanctionnés d'Air France, des travailleurs d'autres entreprises, du privé comme du public, avaient tenu à témoigner de leur solidarité.

Cela a été aussi le cas le 2 décembre, y compris loin de Roissy où certains syndicats appelaient à une journée d'actions interprofessionnelles pour l'emploi, les salaires, contre la répression patronale...

À Air France, et plus largement sur les zones aéroportuaires, le patronat se sert de l'état d'urgence pour intimider les travailleurs. À Roissy, une semaine après les attentats terroristes à Paris, c'est au nom de l'état d'urgence que la préfecture aérienne a fait ouvrir les casiers de salariés chez Fedex (transport de colis), Servair (restauration aérienne) ou au Fret d'Air France. À Servair, 70 gendarmes ont fracturé 2 100 vestiaires en une journée ! Inutile de préciser qu'ils n'y ont trouvé aucun terroriste, mais c'était une occasion rêvée pour le patron de faire peur aux salariés.

C'est le but recherché quand, à Orly ou à Roissy, il faut maintenant souvent passer par un portique et une fouille avant d'aller travailler, qu'on y bloque des travailleurs qui, par habitude ou parce qu'ils n'ont pas accès à la cantine, apportent leur gamelle, qu'on leur retire la moindre bouteille d'eau, comme lors de la montée à bord d'un avion.

Ces jours-ci, les autorités ont annoncé qu'elles allaient réexaminer le TCA de 86 000 salariés de Roissy, un badge de sûreté indispensable pour travailler sur zone dans un aéroport. Bien des travailleurs ont la hantise d'en être privés : le perdre, c'est perdre automatiquement son emploi. Et il suffit de peu de chose, même sans rapport avec le travail : un alcootest positif, une querelle de voisinage où la police intervient, un contrôle lors d'une manifestation... Dans les ateliers d'Air France et les sociétés de sûreté des aéroports, il revenait dans certaines conversations entre collègues que s'être trouvé à Paris aux abords de la manifestation interdite sur le climat et y avoir été contrôlé par la police aurait suffi à se voir retirer son badge. Et de fait, les privations de badge se multiplient ces derniers temps.

C'est dans ce contexte, marqué aussi par l'annulation de rassemblements syndicaux en soutien aux travailleurs d'Air France du fait de l'état d'urgence, que s'était préparée la journée du 2 décembre. Une aubaine pour la direction. Malgré cela, des appels à la grève pour le 2, mais aussi le 3, avec sit-in dans les allées de Roissy Pôle, et le 4 décembre, ont été lancés dans divers secteurs d'Air France, comme à la DGI (ateliers de maintenance) et à l'Escale (personnel des aérogares).

Pour dissuader des travailleurs de s'y rendre, la préfecture avait laissé planer le doute jusqu'au 1er décembre sur l'interdiction du rassemblement devant le tribunal de Bobigny.

Nathalie Arthaud, porte-parole nationale, était à Bobigny, avec d'autres camarades de Lutte ouvrière. Voici un extrait de son intervention : *« Aujourd'hui le gouvernement nous appelle à l'unité, il parle de se serrer les coudes. Il a même appelé à suspendre les rassemblements au nom de cette unité nationale et en a même interdit plusieurs. Mais est-ce qu'Air France a suspendu son plan de suppression d'emplois ? Est-ce qu'il a suspendu ses attaques ?*

Eh bien oui, il faut que les travailleurs continuent à se défendre. Qu'ils continuent malgré les pressions et les tentatives de les intimider et de les faire taire. L'attaque dont sont victimes nos camarades d'Air France est significative de la politique actuelle du gouvernement et du patronat : licenciements et répression ! »

Correspondants LO

LO

Devant le tribunal de Bobigny le 2 décembre.

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à ☐ Lutte ouvrière ☐ Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code Postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris

à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 233, 75865 PARIS Cedex 18

Tarif des abonnements	*Lutte ouvrière*		*Lutte de classe*
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Union européenne de l'Ouest, Suisse	38 €	76 €	21 €
Reste de l'Europe	35 €	70 €	20 €
Amérique du Nord , Proche et Moyen Orient, Asie	42 €	84 €	22 €
Afrique, Amérique centrale et du Sud, Océanie	46 €	91 €	24 €
Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.			

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org

www.union-communiste.org

contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Pour les malvoyants

www.lutte-ouvriere-audio.org

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. – Tirage : 12 000 exemplaires. Impression : Rotos-Presse Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. – Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 – ISSN 0024-7650 – Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) Dépôt légal décembre 2015.

Lutte ouvrière c/o Éditions d'Avron, 6, rue Florian - 93500 Pantin - Lutte ouvrière (Île-de-France) c/o Éditions d'Avron, 155, avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 – Télécopie : 01 48 10 86 26

Turquie : l'Europe prête à payer pour bloquer l'entrée des réfugiés

Un accord a été signé le 29 novembre entre les dirigeants de l'Union européenne et de la Turquie, aux termes duquel ces derniers s'engagent, au soulagement des premiers, à gérer « au mieux » les réfugiés qui tentent d'échapper à la guerre.

L'accord va droit au but. Comme le résume le site de l'Union européenne, *« dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action, les deux parties intensifieront leur coopération active concernant les migrants (…) en renvoyant rapidement dans leur pays d'origine les migrants qui n'ont pas besoin d'une protection internationale. »*

Cet accord veille à ce que soient renvoyés en Turquie les migrants qui auraient tenté de quitter ce pays pour s'installer dans un pays d'Europe de l'ouest, et se trouveraient déboutés de leur demande d'asile. L'accord se fait, à écouter Hollande, « dans l'intérêt de tous », y compris celui des réfugiés qui *« doivent rester au plus près de leur pays d'origine »*. Il est difficile d'être plus cynique quand on sait la responsabilité que portent les grandes puissances dans les causes et la durée des conflits qui poussent des millions de gens à fuir.

Mais l'enveloppe financière – dont on ne sait encore sur quelle ligne de crédit elle figurera, puisque la Commission européenne ne s'engage que pour 500 millions d'euros – est censée répondre à des projets, présentés par les autorités turques, d'amélioration de la situation des 2,2 millions de réfugiés syriens actuellement accueillis en Turquie, dont 250 000 dans les 25 camps de toile installés dans plusieurs régions.

À cette enveloppe s'ajoute le silence des gouvernements occidentaux à l'égard de la dictature d'Erdogan. Juncker, le président de la Commission européenne, a été jusqu'à déclarer : *« L'UE ne devrait pas harceler la Turquie au sujet des droits de l'homme […] Nous savons qu'il y a des manques, mais il est indispensable d'impliquer la Turquie. Nous voulons être sûrs que plus un réfugié n'arrive en Europe par la Turquie. »* Pas un mot non plus contre l'arrestation et la détention de deux journalistes du quotidien turc de gauche *Cumhuryet*, accusés d'espionnage quelques jours avant la signature de l'accord, pour avoir publié il y a plusieurs mois des documents montrant des services de renseignements turcs livrant des armes aux djihadistes en Syrie. Rien non plus au sujet de l'assassinat, au même moment, de Tahir Elçi, avocat progressiste kurde poursuivi par le régime pour son soutien au PKK.

KEYSTONE

Camp de réfugiés en Turquie.

Pour éviter l'afflux de réfugiés sur leur sol, les dirigeants européens sont également prêts à promettre la « reprise du processus d'adhésion » de la Turquie à l'Europe des 28. Mais pas de précipitation : seules les négociations sur le chapitre 17 portant sur les rapports économiques et monétaires sont au programme d'une rencontre intergouvernementale annoncée pour le 14 décembre.

Derrière ces tractations, ce qui se joue c'est la vie de centaines de milliers de réfugiés qui, voulant simplement vivre en sécurité, risquent de se voir bloqués dans un pays de passage et empêchés de s'installer là où ils le souhaitent.

Viviane Lafont

Gage de bons et loyaux services

Le lendemain de la signature de l'accord, la police turque a arrêté dans le nord-ouest du pays 1 300 migrants – Syriens, Afghans, Irakiens et Iraniens – se préparant à une traversée vers les îles grecques proches. Désormais, la frontière avec la Syrie est également complètement fermée.

Depuis début 2015, 650 000 migrants auraient suivi cette route, et plus de 500 d'entre eux, dont une majorité d'enfants, y auraient péri.

Atroce illustration de l'efficacité de cet accord de brigands.

V.L.

Syrie : le gouvernement français compte sur la dictature d'Assad

Dans une interview, le vendredi 27 septembre, Fabius, le ministre des Affaires étrangères, envisage que des forces armées syriennes de Bachar al-Assad soient associées à la coalition contre l'État islamique (Daech). Cela constitue une volte-face spectaculaire par rapport à la ligne officielle de la diplomatie française qui dénonçait jusque-là toute alliance avec al-Assad.

Fabius s'est senti obligé de rajouter, après les réactions suscitées par ses propos, qu'une participation de l'armée syrienne dans la lutte contre Daech ne pouvait être envisagée que « dans le cadre d'une transition politique ». Mais le retournement n'en est pas moins net. En octobre dernier, le même Fabius avait demandé à la justice française de déclencher une enquête pour crime de guerre à l'encontre du gouvernement syrien à partir de photos fournies par un ancien policier passé à l'opposition. *« Il est de notre responsabilité d'agir contre l'impunité de ces assassins »*, avait alors déclaré Fabius.

En réalité, les « valeurs d'humanité » n'ont jamais joué aucun rôle dans les choix de l'impérialisme français ni des autres grandes puissances, même si Obama et Hollande continuent d'affirmer qu'Assad *« n'a pas sa place dans l'avenir de la Syrie »*. Les dirigeants impérialistes et leurs alliés, l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie, ont alimenté la guerre actuelle en soutenant, face à Assad, diverses forces et milices parmi les plus réactionnaires, y compris celles de Daech à un moment.

Pour mettre fin à une instabilité qu'ils jugent aujourd'hui contraire à leurs intérêts, ils envisageraient de réintégrer Assad dans une solution politique. Et le fait que l'armée d'Assad soit responsable, avec les autres milices, de la mort d'au moins 250 000 personnes n'est pas de nature à les arrêter dans cette voie.

Jean Sanday

Grande-Bretagne : union nationale contre la Syrie

À l'heure où nous écrivons, le Parlement britannique a entamé un débat qui se terminera sans doute par l'extension à la Syrie des bombardements que l'aviation anglaise mène déjà en Irak. Cela faisait longtemps que Cameron cherchait à l'obtenir.

Mais depuis sa tentative manquée, en août 2013, à laquelle 30 députés de son parti s'étaient opposés, il attendait son heure. D'autant qu'il ne s'agissait pas seulement d'arithmétique parlementaire. Il voulait s'assurer que l'opposition travailliste partage la responsabilité de cette nouvelle aventure militaire et de ses conséquences éventuelles.

Aussi Cameron s'est-il emparé avec un cynisme obscène des attentats de Paris et de l'émotion qu'ils ont suscitée en Grande-Bretagne pour relancer son offensive. Une campagne médiatique frisant l'hystérie a mis en relief les « sept attentats comparables » qui, selon le gouvernement, auraient été déjoués cette année et présenté l'appel de Cameron à « détruire Daech » comme un impératif pour la « sécurité nationale ».

Cet appel à l'« union nationale » a immédiatement rencontré un écho parmi les politiciens travaillistes. Jeremy Corbyn, le nouveau leader du parti, connu pour son opposition passée aux guerres menées par son propre parti lorsqu'il était au pouvoir, avait dit qu'il s'opposerait aux plans de Cameron. Du coup, ses adversaires, y compris la majorité de son cabinet fantôme, ont repris à leur compte l'appel de Cameron.

Face à cette rébellion, Corbyn aurait pu s'appuyer sur le soutien d'un certain nombre de syndicats – dont trois des plus importants syndicats du pays. Il aurait pu faire appel aux membres du parti qui l'ont élu, dont la majorité sont favorables au retrait complet des forces britanniques du Moyen-Orient. Enfin, il aurait pu user de son droit d'exiger des députés travaillistes qu'ils votent contre le gouvernement, en application des décisions prises par le dernier congrès du parti. Cela n'aurait sans doute rien changé au nombre des députés défiant ses instructions. Mais cela aurait au moins sanctionné les « rebelles » du cabinet fantôme qui s'en seraient trouvés automatiquement exclus.

Mais Corbyn n'en a rien fait. Fidèle à la ligne qui a été la sienne depuis son élection, il a choisi de se faire le champion de l'« unité du parti », c'est-à-dire, en fait, de celle de sa fraction parlementaire. Les députés travaillistes pourront dont voter « librement, en leur âme et conscience ». Du coup, on estime qu'une centaine de députés travaillistes (sur 231) pourraient se rallier à l'« union nationale » de Cameron.

Une fois de plus, malgré le ton radical de ses discours, Corbyn se révèle n'être guère plus que l'otage d'un parti profondément lié aux intérêts du capital britannique. Et plus que jamais, cela souligne combien, face à l'« union nationale » dont se prévaut Cameron, il serait vital pour la classe ouvrière britannique d'avoir un parti qui représente réellement ses intérêts politiques.

François Rouleau

Lutte ouvrière ■ Directeur de publication : Michel Rodinson ■ Commission paritaire n° 1019 C 85576